



Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing n°21 Géopolitique de l'alimentation : implications pour les pays ACP

Bruxelles, 2 février 2011

Un Reader

Ressources sur les questions relatives à géopolitique de l'alimentation¹

*Compilé par Isolina Boto (Manager du Bureau de Bruxelles du CTA)
Andrea De Gioia, Isaura Lopes et Marie-Pierre Godeau
(Jeunes chercheurs au Bureau de Bruxelles du CTA)*



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods

¹ Le présent document informatif n'a pas vocation à couvrir tous les aspects de l'aide humanitaire dans les pays ACP mais à proposer de l'information de base et une sélection de sources d'information en se focalisant sur les implications sur le développement rural. En majorité, ce document informatif est directement extrait des documents ou des sites web originaux. Pour tout complément d'information, contactez Isolina Boto (boto@cta.int).
Ce document informatif, ainsi que la plupart des ressources, sont disponibles sur <http://brusselsbriefings.net>.

Table des matières

1. Contexte	3
1.1 Pouvons -nous nourrir la planete:voulons-nous nourrir la planète?	3
2. Crise du système alimentaire mondial, augmentation des prix des produits alimentaires et volatilité des prix.....	5
2.1 Crise alimentaire :une combinaison de facteurs	5
2.2 Impact sur les pays en développement on developing counties	6
2.3 Réponses politiques	7
2.4 Tendances futures.....	9
3. Facteurs affectant l’approvisionnement alimentaire mondiale	9
3.1 Changement climatique	9
3.2 Sécurité énergétique : menace pour l’agriculture ?:.....	12
3.3 Croissance démographique.....	14
3.4 Concurrence de plus en plus forte por les terres et l’eau	14
3.5 Déchets alimentaires	18
4. Perspectives d’avenir : nouveaux enjeux politiques affectant la production alimentaire.....	19
4.1 Commerce et mondialisation	19
4.2 Mesures encourageant la productivité à long term	19
4.3 Améliorer la disponibilité et l’accès à la nourriture	20
4.4 Investissement renforcé dans l’agriculture	21
4.5 Mobilisation des ressources budgétaires	23
4.6 Investir dans la recherche et l’innovation technologique	24
4.7 Soutenir les petits agriculteurs	25
5. Nouvelles formes de gouvernance alimentaire	26
5.1 Le droit à l’alimentation en tant que droit humain	27
5.2 Renforcer les processus régionaux de gouvernance alimentaire	27
5.3 Autosuffisance alimentaire	28
5.4 Amélioration de la réglementation des marchés :source de différences.....	29
Sélections de ressources en ligne (anglais et français)	31
Sites web.....	37
Glossaire.....	42
Acronymes	49

Géopolitique de l'alimentation

« La faim est une question politique, pas agricole »²

75 % des pauvres du monde vivent dans des zones rurales et la plupart subsistent grâce à l'agriculture. Cependant, la grande majorité des petits exploitants africains, par exemple, sont également acheteurs nets de nourriture.³

1. Contexte

De nombreux facteurs influencent la production agricole et l'approvisionnement alimentaire des populations pauvres dans les pays ACP. Il s'agit notamment du changement climatique, de la sécurité énergétique, de la croissance démographique, du chômage des jeunes, de l'acquisition mondiale de terres, de la migration, de l'urbanisation, des pénuries d'eau, de la diminution des envois de fonds des travailleurs expatriés, de la demande en biocarburants, de la réduction de l'investissement dans la recherche ces vingt dernières années, etc.⁴

D'autres facteurs, tels que l'augmentation du pouvoir d'achat des classes moyennes émergentes dans des pays tels que la Chine et la concurrence entre la production alimentaire et de carburants, influencent également la politique alimentaire et soulèvent des questions complexes pour l'agriculture mondiale, qui doit viser à garantir la sécurité alimentaire et énergétique de manière durable d'un point de vue environnemental et social.⁵

Afin de répondre à la demande grandissante sans augmenter les prix de manière significative, le monde devra produire entre 70 et 100 % de nourriture en plus d'ici à 2050 (FAO, 2009), et faire face aux inégalités d'accès à l'alimentation. Même si le monde produit de la nourriture en suffisance pour nourrir sa population, plus d'un milliard de personnes souffrent toujours d'insécurité alimentaire et de malnutrition (IAASTD, 2009). Depuis 2007, la flambée des prix alimentaires mondiaux menace la sécurité alimentaire mondiale et a donné lieu à des émeutes alimentaires dans certains pays pauvres. Cela a engendré une instabilité politique, l'intervention gouvernementale sur les marchés alimentaires et la fermeture des frontières à l'exportation d'aliments.

Le net déclin des réserves mondiales de céréales montre que la production ne parvient pas à répondre à cette demande grandissante. Les chocs subis par l'offre dûs au climat sont importants et, bien que supposément transitoires, ils devraient devenir plus fréquents et corrélés entre les pays à cause du changement climatique. Un autre facteur est le sous-investissement public dans l'agriculture depuis des dizaines d'années, qui a entravé l'accélération de la production. D'autres chocs subis par l'offre résultent de politiques de réponse aux augmentations des prix elles-mêmes, telles que les restrictions à l'exportation, qui peuvent avoir un impact significatif sur des marchés dominés par une poignée de pays fournisseurs. Au-delà de l'impact collectif de ces facteurs, on estime également que la spéculation financière sur les valeurs mobilières et les produits liés aux marchandises a également entraîné les prix à la hausse⁶.

1.1 Pouvons-nous nourrir la planète: voulons-nous nourrir la planète?

La planète produit assez de nourriture pour nourrir l'ensemble de sa population. L'agriculture mondiale produit actuellement 17 % de calories de plus par personne qu'il y a 30 ans, en dépit d'une croissance démographique de 70 %. Cela suffit à apporter à l'ensemble de la population mondiale au moins 2720 kilocalories (kcal) par personne et par jour (FAO, 2002). Le principal problème est que de nombreuses personnes dans le monde n'ont pas suffisamment de terres à cultiver ou de revenus pour acheter assez de nourriture. L'estimation la plus récente, publiée en octobre 2010 par la FAO, souligne que 925 millions de personnes sont sous-alimentées.

² Olivier De Schutter, Le Vif, 3/09/2010

³ <http://un-foodsecurity.org/sites/default/files/09progressreport.pdf>

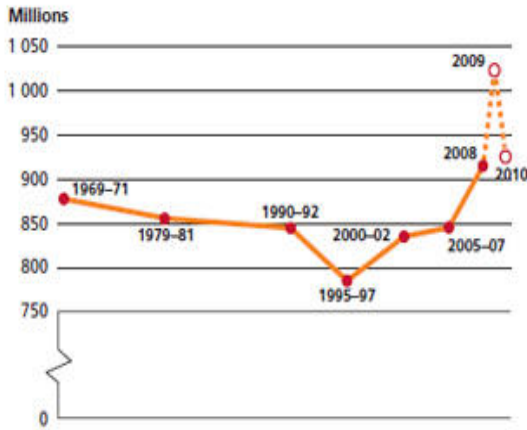
⁴ « Oxford Policy Management », 2007, CNUCED 2007

⁵ National Research Council, 2010

⁶ http://www.et.undp.org/index2.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=67&Itemid=45

Comme le montrent les chiffres ci-dessous, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté entre 1995 et 1997, bien qu'il soit en recul depuis l'année dernière. Cette augmentation est due à trois facteurs: 1) la négligence de l'agriculture bénéficiant aux personnes très pauvres par les gouvernements et les agences internationales; 2) la crise économique mondiale actuelle; et 3) l'augmentation significative des prix alimentaires ces dernières années, qui a été dévastatrice pour ceux qui ne disposent que de quelques dollars par jour pour subsister. 925 millions de personnes, cela représente 13,6 % de la population mondiale, estimée à 6,8 milliards d'individus. La quasi-totalité de celles-ci vivent dans les pays en développement.

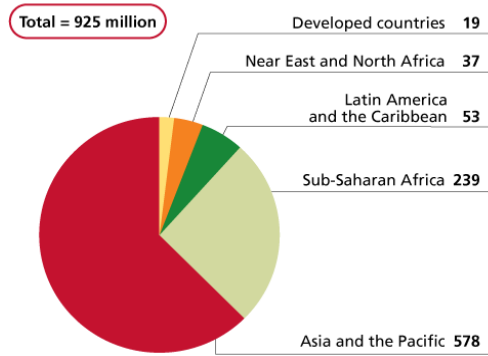
Number of hungry people, 1969-2010



Source: FAO

Number of hungry people in the world

925 million hungry people in 2010

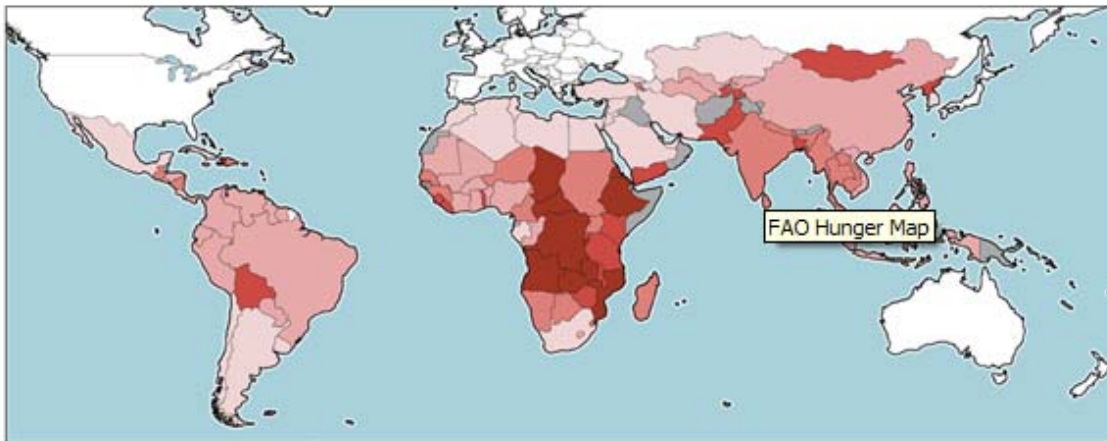


Nombre de personnes souffrant de la faim, 1969-2010

Nombre de personnes souffrant de la faim, 2010

FAO Hunger Map 2010

Prevalence of undernourishment in developing countries



Source: FAOSTAT 2010 (www.fao.org/hunger)

Note: The map shows the prevalence of undernourishment in the total population of developing countries as of 2005-7 – the most recent period for which complete data are available. Undernourishment exists when caloric intake is below the minimum dietary energy requirement (MDER). The MDER is the amount of energy needed for light activity and a minimum acceptable weight for attained height, and it varies by country and from year to year depending on the gender and age structure of the population.

The abbreviations employed and the orientation of material in the map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of FAO concerning the legal or constitutional status of any country, territory or sea area, or concerning the delimitation of frontiers.

Prevalence of undernourishment in developing countries (2005-07)

- Very high (undernourishment 35% and above)
- High (undernourishment 25-34%)
- Moderately high (undernourishment 15-24%)
- Moderately low (undernourishment 5-14%)
- Very low (undernourishment below 5%)
- Missing or insufficient data



www.fao.org

2. Crise du système alimentaire mondial, augmentation des prix des produits alimentaires et volatilité des prix

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont augmenté de 130 % entre janvier 2002 et juin 2008. Des produits agricoles tels que le maïs, le blé, le riz et le soja ont augmenté de 190 %, 162 %, 318 % et 246 % respectivement. Entre mars 2007 et mars 2008, les prix alimentaires mondiaux ont augmenté en moyenne de 43 % (FMI). Durant cette période, les prix du blé, du soja, du maïs et du riz ont augmenté de 146 %, 71 %, 41 % et 29 % respectivement (département américain de l'agriculture). L'augmentation des prix alimentaires a contribué à une hausse significative de l'insécurité alimentaire dans le monde, en particulier pour les populations les plus pauvres. À la fin de 2010, les prix alimentaires étaient à leur niveau le plus élevé depuis 2008. La plupart des experts considèrent cette escalade comme un pic⁷ temporaire et non comme une crise mondiale, mais cette opinion est controversée. L'indice des prix alimentaires de la FAO pour décembre 2010 excédait de 1 % celui de juin 2008, mais les prix des céréales de base étaient 13 % en deçà de leur pic de juin 2008. La Banque mondiale a souligné dans une analyse que les prix alimentaires de décembre 2010 étaient toujours 8 % moins élevés que lors de la flambée de 2008.

Les pays se sont retrouvés confrontés à une crise potentielle selon qu'ils disposaient de réserves en suffisance ou des capacités financières pour importer. Pour l'IFPRI⁸, l'environnement mondial actuel est très similaire à celui de la crise alimentaire de 2007/2008. L'indice des prix alimentaires de la FAO est au même niveau qu'en juin 2008, les prix du sucre ont atteint un niveau record et plusieurs pays en développement connaissent également une inflation alimentaire préoccupante. Les prix alimentaires mondiaux moyens — notamment les céréales, l'huile de cuisson, la viande et les produits laitiers — étaient 25 % plus élevés en décembre 2010 qu'en décembre 2009. Dans son moniteur des prix alimentaires mondiaux⁹, qui vient d'être publié, la FAO affirme que le prix du blé et du maïs lors de la première moitié de janvier 2011 demeure aux niveaux de décembre 2010.

Dans ses perspectives alimentaires pour 2010, la FAO avertit que la communauté internationale doit se préparer à une période plus difficile, à moins d'augmenter significativement les cultures alimentaires majeures en 2011¹⁰. Le coût des importations alimentaires pour les pays les plus pauvres du monde devrait augmenter de 11 % en 2010 et de 20 % pour les pays à faibles revenus en déficit alimentaire. En dépassant les mille milliards de dollars, l'importation alimentaire mondiale devrait atteindre des sommets jamais observés depuis la flambée des prix de 2008, alors que les prix de la plupart des produits ont connu une hausse drastique depuis 2009. Contrairement aux prédictions précédentes, la production mondiale de céréales devrait diminuer de 2 % plutôt qu'augmenter de 1,2 %, comme on le prédisait en juin 2010.

2.1. Crise alimentaire : une combinaison de facteurs

La hausse drastique des prix alimentaires mondiaux résulte de l'effet cumulatif de tendances à long terme, notamment l'augmentation de la demande alimentaire, le déclin de l'investissement privé/public dans l'agriculture (en particulier la production d'aliments de base), l'urbanisation et l'évolution parallèle des préférences alimentaires (Ces 15 dernières années, la consommation de viande a plus que doublé en Chine et a augmenté de 70 % au Brésil et de 20 % en Inde. Puisqu'il faut 5 kg de céréales pour produire 1 kg de viande, cette évolution des régimes alimentaires entraîne également les prix des céréales à la hausse), la conversion, l'érosion et la dégradation des sols, ainsi que la pénurie d'eau et la désertification. Parmi les autres facteurs, citons l'expansion de l'industrie des biocarburants, le changement climatique et les liens avec les marchés non alimentaires (tels que le pétrole et l'énergie). La spéculation sur les marchés de produits alimentaires a également joué un rôle et devrait avoir un poids important à l'avenir. La volatilité des prix internationaux et locaux et la tendance persistante à la hausse des prix dans de nombreux pays en développement appellent à une meilleure compréhension des mécanismes de transmission des prix et de la coordination des réponses politiques.¹¹

⁷ Abdolreza Abbassian, Secrétaire du groupe intergouvernemental sur les céréales de la FAO.

⁸ Headey D & Fan S., 2010. « *Reflection on the Global Food Crisis. International Food Policy Research Institute* », Washington DC, 42 p., <http://www.ifpri.org/publication/reflections-global-food-crisis>

⁹ FAO, « *Global Price Monitor* », 14 janvier 2011, http://www.fao.org/giews/english/gfpm/GFPM_01_2011.pdf

¹⁰ FAO, « *Soaring food prices: facts, perspectives, impacts and actions required* », conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et la bioénergie, Rome, 2008, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/013/k2414e.pdf>

¹¹ <http://un-foodsecurity.org/sites/default/files/09progressreport.pdf>

La crise alimentaire de 2010 a été causée par l'alliance entre de mauvaises récoltes dans les pays les plus exportateurs (Russie, Ukraine, États-Unis et Australie) et la réaction protectionniste de certains pays exportateurs (Thaïlande, Inde, Viêt Nam), qui a entraîné une baisse ou une suspension des exportations afin de préserver les marchés internes. Les spéculateurs, attirés par la hausse de la demande de produits, ont causé une flambée de l'inflation, alors que l'augmentation des prix du pétrole, qui sont passés en juin à 150 USD par baril, a eu l'effet double d'augmenter les coûts de transport et d'intrants obtenus à partir de produits dérivés du pétrole (fertilisants, pesticides, herbicides).

L'augmentation du coût de l'énergie, associée au regain d'attention des pays les plus développés pour un développement plus responsable et durable, ont encouragé une réorientation partielle de la production agricole (maïs, blé, soja, huile de palme, canne à sucre, etc.) en faveur des besoins énergétiques, afin de limiter les carburants fossiles non renouvelables (charbon, gaz, pétrole). L'augmentation de la demande du secteur des biocarburants a également entraîné les prix à la hausse. On estime qu'environ 100 millions de tonnes de céréales (quelque 4,7 % de la production mondiale de céréales) ont été utilisées pour les biocarburants en 2007/2008. Durant cette période, les États-Unis à eux seuls auraient utilisé environ 80 millions de tonnes de maïs afin de produire de l'éthanol, soit une augmentation de 37 % par rapport à l'année précédente. Un quart du maïs et des autres céréales cultivées aux États-Unis sont utilisés comme biocarburants dans les voitures plutôt que comme nourriture, selon les chiffres de 2009 du département de l'agriculture américain.

Un climat peu clément et la volatilité des prix durant le second semestre de 2010 ont entraîné les prix à la hausse. Avec la sécheresse et les incendies en Russie et en Ukraine, deux des plus grands producteurs de blé au monde, les prix ont commencé à grimper en juillet 2010. En septembre 2010, les prix du blé avaient augmenté de 60 % à 80 % et la Russie avait interdit l'exportation. Le Canada, autre grand producteur de blé, a alors été frappé par le mauvais temps. Depuis novembre, des conditions sèches prolongées ont affecté le soja et le maïs d'Argentine, qui fait également partie des grands producteurs. Les inondations en Australie, source majeure de blé de qualité, pourraient avoir un impact sur les prix et les conditions sèches dans certaines zones de culture de blé américaines ont également participé à cette augmentation. Le temps sec en Argentine et la récolte de maïs aux États-Unis moins importante que prévu ont maintenu les prix de ce produit de base à la hausse. Des prix alimentaires élevés sont positifs pour les agriculteurs car ils les encouragent à planter davantage. De nombreux agriculteurs ont donc tendance à diversifier leurs cultures, ce qui a un impact sur l'offre d'une culture particulière (FAO).

Certains pays ont accusé la spéculation financière d'être responsable des pics de prix des produits. Cependant, les analystes sont divisés sur le fait que ce facteur ait joué un rôle aussi important sur les niveaux de prix que celui de l'économie de base. Les décideurs politiques craignent que l'augmentation des prix alimentaires stimule l'inflation, le protectionnisme et les troubles, tels que ceux observés ces dernières semaines en Tunisie et en Algérie. Des prix alimentaires élevés pourraient également influencer sur les dépenses des consommateurs dans les pays émergents à croissance rapide, source de revitalisation de l'économie mondiale. Les États-Unis ont déjà pris des mesures afin de prévenir les flambées de prix alimentaires et l'Europe suit le mouvement, avec des propositions visant à contraindre les négociants à dévoiler leurs positions, à limiter les marchés importants et à concéder des prérogatives nouvelles aux régulateurs leur permettant d'intervenir pour limiter la spéculation.

2.2. Impact sur les pays en développement

La grande majorité des ménages pauvres ruraux et urbains dans les pays en développement sont acheteurs nets de nourriture et affectés de manière négative par l'augmentation des prix.

Cette situation entrave les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en particulier celui de réduction de la pauvreté et de la faim. Cependant, l'augmentation des prix alimentaires affecte les pays de manière diverse selon qu'ils sont exportateurs ou importateurs nets de nourriture. Les pays exportateurs nets bénéficieront de la situation et le commerce et les revenus seront renforcés. Les pays importateurs nets de nourriture devront faire face à des conditions commerciales inférieures conjuguées à une hausse des coûts de l'importation de denrées, avec un impact négatif sur leur balance commerciale et la solidité de leur devise. Une situation particulièrement préoccupante pour les pays en développement, dont la majorité (55 %) sont importateurs nets de nourriture. Presque tous les pays d'Afrique sont importateurs nets de céréales. Les pays à faibles revenus déficitaires en aliments ont été sévèrement frappés par les flambées des prix alimentaires de ces dernières années. Les populations les plus affectées par ces prix alimentaires sont acheteurs nets de nourriture, selon l'étendue de la transmission des mouvements internationaux de prix sur les marchés nationaux.

Les acheteurs nets de nourriture vivent dans les zones urbaines ou sont de petits agriculteurs, pêcheurs, forestiers, pastoraux et ouvriers agricoles qui ne produisent pas assez pour couvrir leurs besoins. Les producteurs qui sont acheteurs nets en termes de valeur sont également fréquemment affectés parce qu'ils vendent au moment de la récolte afin de financer leurs besoins essentiels et de racheter plus tard dans l'année à un prix plus élevé. La flambée des prix alimentaires a un effet négatif à court terme sur les pays en développement dont la sécurité alimentaire dépend des importations et où la majorité des ménages, y compris dans les zones rurales, sont acheteurs nets de nourriture. Dès lors, il n'est pas surprenant que l'augmentation des prix alimentaires ait provoqué des émeutes et contribué à l'instabilité politique. Des troubles liés aux prix élevés de la nourriture ont déjà été observés dans plusieurs pays. Cela montre l'importance de l'augmentation des prix alimentaires en tant que question politique et de développement.

Le coût total des importations alimentaires pour les pays à faibles revenus et en déficit alimentaire était 24 % supérieur en 2007 qu'en 2006 et atteignait 107 milliards de dollars. Les importations alimentaires annuelles pour ces pays ont atteint deux fois leur niveau de 2000. L'augmentation des prix des importations alimentaires et énergétiques constitue une pression forte pour ces pays, en particulier parce qu'ils doivent déjà faire face à un problème de sous-alimentation.

Les ménages du monde en développement, où l'alimentation représente 60 % à 80 % des dépenses de consommation, souffrent d'une inflation alimentaire nationale. En Côte d'Ivoire en mars 2008, les prix du riz avaient doublé par rapport à l'année précédente, tout comme au Sénégal pour les prix du blé en février 2008, avec en outre une augmentation de 56 % pour le sorgho. Au Nigeria, les prix du sorgho et du millet ont doublé durant les cinq mois écoulés. En Somalie, le prix de la farine de blé dans les zones du nord avait presque triplé sur une période de douze mois et, au Soudan (Khartoum), il avait augmenté de 90 %. Le prix du maïs en Ouganda était 65 % plus élevé en mars 2008 qu'en septembre 2007. Au même moment, il avait augmenté de 43 % au Mozambique (Maputo) par rapport à l'année précédente.

L'analyse des risques menée par le PAM dans plusieurs pays suggère que l'impact sur la sécurité alimentaire des ménages sera significatif. Selon la Banque mondiale, moins de 10 % des ménages pauvres en Bolivie, en Éthiopie et au Bangladesh sont vendeurs nets de nourriture. Les simulations de la FAO sur la base des données des ménages malawiens indiquent qu'une augmentation de 10 % des prix alimentaires entraîne une perte de revenus de 1,2 % pour le quintile le plus pauvre dans les zones rurales et une perte de 2,6 % pour le quintile le plus pauvre dans les zones urbaines. Selon cette analyse, seul le quintile rural le plus riche bénéficie d'une augmentation des prix alimentaires.

2.3. Réponses politiques

Dans les pays à faibles revenus (moins de 1 000 USD par personne et par an), l'alimentation est une dépense majeure pour la majorité de la population. Pour les ménages les plus pauvres en particulier, les dépenses alimentaires peuvent représenter plus de 60 % de leurs dépenses de consommation. Cela signifie que toute mesure influençant la consommation alimentaire est susceptible d'avoir des conséquences profondes sur le budget gouvernemental. Tout en diminuant les dépenses budgétaires, il conviendra d'éviter de faire des coupes claires dans des programmes essentiels au développement (éducation, santé, infrastructures), qui ont des conséquences importantes à long terme sur la sécurité alimentaire et la pauvreté.

Face à cette situation, de nombreux gouvernements ont tenté de limiter l'augmentation des prix alimentaires nationaux à l'aide de subventions, en diminuant les tarifs à l'importation ou en imposant des restrictions à l'exportation. En maintenant les prix nationaux en-dessous des niveaux internationaux, ces interventions soulagent à court terme des consommateurs en difficulté mais elles peuvent avoir des effets négatifs pour trois raisons.

- (i) Tout d'abord, en maintenant les prix de la ferme artificiellement bas, ils découragent la réponse d'approvisionnement et l'augmentation de la productivité nécessaires à la sécurité alimentaire à long terme.
- (ii) Ensuite, les restrictions à l'exportation font diminuer l'offre sur les marchés internationaux, entraînent les prix à la hausse et aggravent la situation mondiale. Plusieurs pays ont *restreint les exportations* de céréales de base afin de diminuer les prix sur le marché national. Cette mesure bénéficie aux consommateurs nationaux quels que soient leurs besoins mais elle n'incite pas à produire davantage, les

- producteurs étant incapables de vendre au prix mondial plus profitable. La réduction de la disponibilité des céréales sur le marché international fait augmenter le prix mondial et contribue à renforcer la volatilité.
- (iii) Enfin, des subventions plus importantes et/ou des impôts et des droits de douane plus faibles renforcent la pression sur les budgets nationaux et réduisent les ressources fiscales nécessaires à l'investissement public et à d'autres dépenses environnementales.¹² Pour les pays qui ne sont pas *importateurs alimentaires* nets, l'augmentation des prix, sauf si elle s'accompagne d'une augmentation des revenus de l'exportation, nuira immédiatement aux conditions commerciales. Ces pays craignent automatiquement une augmentation des coûts de l'importation. Plusieurs pays ont réduit ou éliminé les droits de douane, ce qui peut quelque peu ralentir la hausse des prix pour les consommateurs, mais qui s'accompagne également d'une perte de revenus pour le gouvernement.

Pour les plus affectés, la réponse d'urgence est l'aide alimentaire. Cette aide remédie à la crise actuelle en diminuant les prix nationaux, ce qui signifie qu'elle décourage également les producteurs locaux à cultiver durant la saison suivante. Cette conséquence peut être atténuée si l'aide alimentaire de la saison en cours s'accompagne d'un prix garanti pour la saison suivante. Dans cet échange qualité-quantité, les ménages ruraux voient leurs apports caloriques diminuer quelque peu, alors que les ménages urbains sont capables d'atténuer le choc de cette réduction calorique en diminuant davantage leur apport en aliments riches en nutriments.

Les systèmes de protection sociale peuvent être renforcés et étendus afin d'inclure les personnes vulnérables aux prix plus élevés.

Parmi les filets de sécurité, citons l'aide alimentaire, les coupons ou les transferts d'argent, les programmes d'emploi (nourriture ou argent contre travail), l'alimentation scolaire et des activités spécifiquement nutritionnelles focalisées sur les membres de ménages vulnérables en insécurité alimentaire, ainsi que sur les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes atteintes du VIH/SIDA ou de tuberculose, ainsi que les membres de leur ménage. Ces actions peuvent également inclure des systèmes d'assurance.

Les subsidés alimentaires (à certains groupes vulnérables ou transformateurs agricoles afin de garantir que le prix au détail demeure inférieur à une certaine valeur) aident les ménages vulnérables à maintenir un niveau de consommation alimentaire adéquat lorsqu'ils sont confrontés aux chocs négatifs et à éviter de diminuer leurs actifs. Ces mesures ont été largement adoptées ou renforcées lors de la crise de 2008 dans des pays à revenus moyens tels que le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Indonésie, le Mexique, l'Afrique du Sud et la Tunisie et dans des pays à faibles revenus tels que le Mozambique et le Sri Lanka.

Dans les pays où une large proportion de la population est pauvre et en situation d'insécurité alimentaire (plus de 30 % avant l'augmentation des prix alimentaires), il peut être moins coûteux d'importer davantage de nourriture en utilisant ces mesures de soutien financier et d'y donner accès à la population via des canaux de marché normaux plutôt que d'avoir recours aux mécanismes de distribution de l'aide alimentaire habituels, très coûteux et ciblés.

La distribution alimentaire en nature a été adoptée en 2008 par l'Afghanistan, le Bangladesh, le Burkina Faso, le Cambodge, la Chine, le Honduras, l'Inde, le Kenya, Madagascar, le Mozambique et le Pérou. Les bénéficiaires ont un accès direct et libre à une certaine quantité (ration) de nourriture. La nourriture est achetée au niveau local, ce qui peut aider à augmenter la demande et à stimuler la production. En cas d'approvisionnement limité cependant, les achats locaux auront un effet inflationniste et contribueront à l'augmentation des prix. Puisque la distribution alimentaire peut entraver la production locale, les marchés de la main-d'œuvre et les modèles de consommation, il est important que la nourriture distribuée soit, dans la mesure du possible, locale. L'approvisionnement local a l'avantage de stimuler la production agricole, les marchés et la croissance.

Contrôle des prix des principaux produits alimentaires de base via la réglementation : Le gouvernement fixe un niveau de prix pour certains produits alimentaires, surveille que ces prix fixés sont respectés et sanctionne ou impose ceux qui transgressent les règles.

Le Zimbabwe est un exemple récent de tentative gouvernementale de contrôle des prix et les images des rayons vides dans les supermarchés du pays ont souvent été diffusées dans les médias internationaux. Parmi les pays ayant également adopté cette approche, citons le Bénin, le Cameroun, la Chine, l'Équateur, Haïti, le Mexique, la Russie et le Sénégal.

¹² « *High food price : Impact and recommendations* », document préparé par la FAO, le FIDA et le PAM pour la réunion du bureau des directeurs exécutifs chargé de la coordination les 28 et 29 avril 2008, Berne, Suisse : <http://www.ifad.org/operations/food/ceb.htm>

2.4. Tendances futures

Les projections à moyen terme de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI)¹³ et de l'OCDE/FAO indiquent que les prix alimentaires demeureront supérieurs à leur niveau précédent dans un avenir prévisible. Les prix des produits alimentaires des 10 prochaines années seront plus élevés que les 10 années écoulées, en dépit d'un faible déclin en 2009 et en 2010. Ces projections s'expliquent par trois facteurs. Tout d'abord, on estime que la demande en biocarburants continuera à augmenter rapidement, en partie à cause des prix du pétrole. Selon l'Agence internationale pour l'énergie (AIE), la part des terres arables mondiales consacrées à la culture de biomasse pour les biocarburants liquides pourrait tripler ces 20 prochaines années. Ensuite, la croissance économique des pays en développement devrait se maintenir à environ 6 % par an avec des implications significatives sur la demande alimentaire. Enfin, les risques liés au changement climatique devraient avoir des conséquences négatives sur la production alimentaire, entravant encore davantage la satisfaction de la demande alimentaire.¹⁴

Headey et Fan (IFPRI) se sont penchés sur les projections des prix alimentaires préparées par le département américain de l'agriculture ainsi que sur celles de la FAO et de l'OCDE, qui prévoyaient des prix à l'équilibre plus élevés — résultant des facteurs d'offre et de demande habituels tels que la croissance démographique et économique, les tendances des prix du pétrole et l'utilisation des biocarburants — ces dix prochaines années. Les prix demeureront élevés. Une situation similaire a été observée après la crise des prix alimentaires de 1974 : les prix sont non seulement demeurés plus élevés durant les dix années suivantes, mais sont également devenus plus volatiles.

Les prix internationaux pourraient augmenter encore davantage si la production en 2011 n'augmente pas de manière significative, en particulier en ce qui concerne le maïs, le soja et le blé. Le prix du riz, dont l'offre, selon la FAO, est plus adaptée que d'autres céréales, pourrait être affecté si les prix d'autres cultures alimentaires majeures continuent à augmenter¹⁵.

L'évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) prédit que la demande mondiale de céréales augmentera de 75 % entre 2000 et 2050 alors que la demande mondiale de viande doublera durant la même période, ce qui entraînerait une augmentation parallèle de la demande en denrées alimentaires¹⁶. Plus de trois quarts de cette croissance de la demande en céréales et en viande concernent les pays en développement¹⁷.

3. Facteurs affectant l'approvisionnement alimentaire mondial

3.1. Changement climatique

En 2007, le quatrième rapport d'évaluation du GIEC a établi que le changement climatique d'origine humaine s'accélère et a déjà des impacts profonds sur l'environnement et les vies humaines. Un impact important du changement climatique est l'augmentation de la fréquence et de la gravité de certains dangers. Des ouragans et des inondations plus fréquents et des sécheresses plus longues peuvent éroder la capacité de préparation, de réponse et de reconstruction des communautés confrontées à une succession d'événements dangereux. Les autres effets négatifs du changement climatique, notamment sur la santé publique, les écosystèmes, la sécurité alimentaire et la migration, augmentent la vulnérabilité des communautés aux catastrophes naturelles de tous types. Cela peut à son tour exacerber la difficulté d'accès aux ressources rares et leur contrôle, et augmenter la probabilité de migration ou de conflit.

Toute augmentation des catastrophes, de petite ou de grande envergure, menace les bienfaits du développement et entrave la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. De nombreux pays où les problèmes humanitaires sont déjà présents et dont les populations sont très vulnérables, seront confrontés à des risques encore plus importants du fait de l'impact du changement climatique.

¹³ Headey D et Fan S., 2010. « *Reflection on the Global Food Crisis. International Food Policy Research Institute* », Washington DC, 42 p. <http://www.ifpri.org/publication/reflections-global-food-crisis>

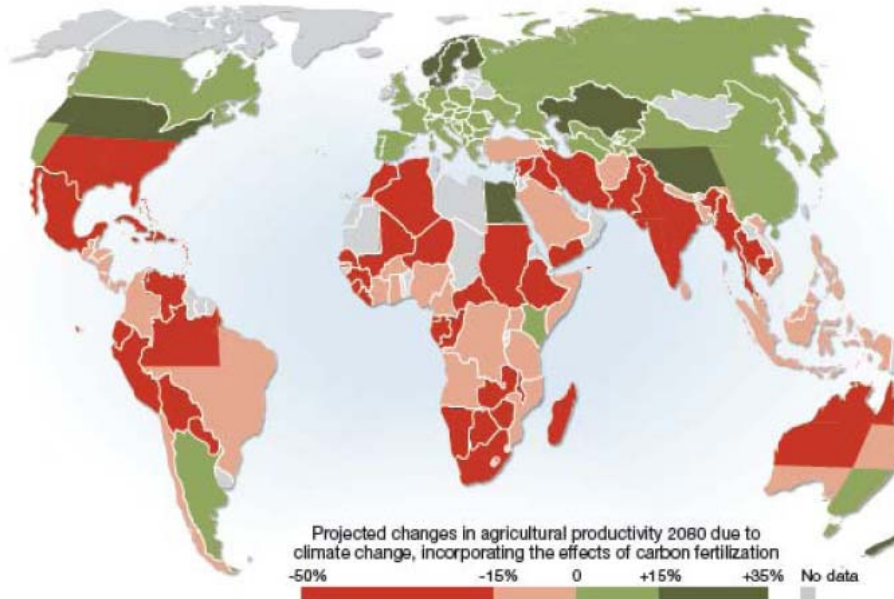
¹⁴ *Prix élevés : Impact et recommandations*, document préparé par la FAO, la FIDA et le PAM pour la réunion du bureau des directeurs exécutifs chargé de la coordination les 28 et 29 avril 2008, à Berne, en Suisse : <http://www.ifad.org/operations/food/ceb.htm>

¹⁵ « Guide for Policy and Programmatic Actions at Country Level to Address High Food Prices », FAO 2011, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ISFP/revisedISFP_guide_web.pdf

¹⁶ Une indication de la nature intensive en céréales de l'élevage moderne est apportée par le Worldwatch Institute (<http://www.worldwatch.org/node/1626>), qui estime que dans les lots de nourriture pour animaux, environ 7 kilogrammes de céréales sont nécessaires pour produire un kilogramme de bœuf, et 4 et 2 kilogrammes pour le porc et le poulet respectivement.

¹⁷ IAASTD, « *Global summary for decision makers* », http://www.agassessment.org/docs/Global_SDM_060608_English.pdf

Certains facteurs liés au changement climatique peuvent affecter le secteur agricole en diminuant les rendements culturaux et la productivité agricole ; en renforçant l'incidence des attaques d'animaux et insectes nuisibles ; en limitant la disponibilité de l'eau ; en amoindrissant les réserves halieutiques ; en augmentant l'incidence des sécheresses ; en réduisant la fertilité du sol et en bouleversant les modèles de santé et de maladie.



Projected losses in food production due to climate change by 2080. (Source: Cline, 2007).

« Pertes de production alimentaire prévues due au changement climatique en 2080 (source : Cline, 2007) »

Les communautés les plus pauvres seront les plus vulnérables aux impacts du changement climatique car elles disposent de moins de ressources à investir dans la prévention et l'atténuation de ses effets. Parmi les personnes les plus à risque, citons les agriculteurs de subsistance, les peuples indigènes et les populations côtières.

Projections des pertes de production alimentaire dues au changement climatique

Les plupart des études s'accordent sur le fait que l'Afrique sera la plus touchée par les effets sur la production agricole des hausses de température, de la diminution de l'humidification et de l'évolution des modèles de précipitations, à cause de la dépendance importante (environ 70 % de la population africaine) à l'agriculture. 95 % des cultures sont consacrées à l'agriculture pluviale. Bien que certaines zones puissent bénéficier d'augmentation des précipitations, des régions beaucoup plus importantes seront confrontées à une limitation de l'humidification (80 000 km² et 600 000 km² respectivement, selon l'UNFCCC). En Afrique occidentale et australe, les récoltes de maïs devraient diminuer à cause à la fois de l'augmentation des températures et de la baisse et de la variation plus grande des précipitations, ce qui devrait aggraver la famine et la malnutrition, en l'absence de cultures résistant à la sécheresse. Les projections existantes varient pour le Sahel, où un système de précipitations plus humides pourrait émerger, ou une plus grande variabilité avec des inondations localisées plus fréquentes et saisonnières¹⁸. Selon les projections du GIEC pour l'Afrique, la production agricole et l'accès à l'alimentation devraient être gravement compromis par la variabilité et le changement climatiques.

On prévoit une diminution des zones cultivables, des saisons de culture et des rendements, en particulier dans les zones marginales semi-arides et arides. Dans certains pays, les rendements de l'agriculture pluviale pourraient chuter jusqu'à 50 % d'ici à 2020 (GIEC, 2007).

Sur la base d'une estimation consensuelle de 6 modèles climatiques et de deux méthodes de modélisation culturale, Cline (2007) conclut que d'ici à 2080, si l'on tient compte d'une augmentation de 4,4°C des températures et d'une augmentation de 2,9 % des précipitations, le potentiel de production agricole devrait chuter

¹⁸ FAO, « Climate change and land tenure », cit., <http://ftp.fao.org/docrep/fao/011/aj332e/aj332e00.pdf>

d'environ 6 %, 16 % sans fertilisation carbonique. Il suggère une variation du déclin du potentiel de production de 10 % à 25 % selon les régions. Avec le renforcement du changement climatique, on prévoit que d'ici à 2080, la production agricole pourrait être réduite jusqu'à 60 % dans plusieurs pays africains, de 16 % à 27 % en moyenne, en fonction de l'effet de la fertilisation carbonique (illustrations 18 et 19). Ces effets viennent s'ajouter à la pénurie d'eau généralisée due à la fonte des glaciers, à l'évolution des précipitations ou à une surutilisation. Afin de comprendre les facteurs de la crise alimentaire et d'évaluer les tendances, le PNUE a mandaté une équipe d'intervention rapide composée d'experts internes et internationaux¹⁹.

Ces experts affirment que, en l'absence d'une gestion plus durable et intelligente de la production et de la consommation, les prix alimentaires pourraient devenir plus volatils et élevés dans un monde passant de six à plus de neuf milliards d'habitants d'ici à 2050 du fait de l'aggravement de la dégradation environnementale. Jusqu'à 25 % de la production alimentaire mondiale pourrait être « perdue » durant ce siècle en raison du changement climatique, de la rareté de l'eau, des invasions d'animaux et d'insectes nuisibles et de la dégradation des terres. Le rapport formule sept recommandations importantes. Elles prévoient de réelles possibilités de stimulation de l'aquaculture et de la pisciculture sans endommager davantage l'environnement marin, ainsi que la minimisation et l'utilisation de la nourriture.

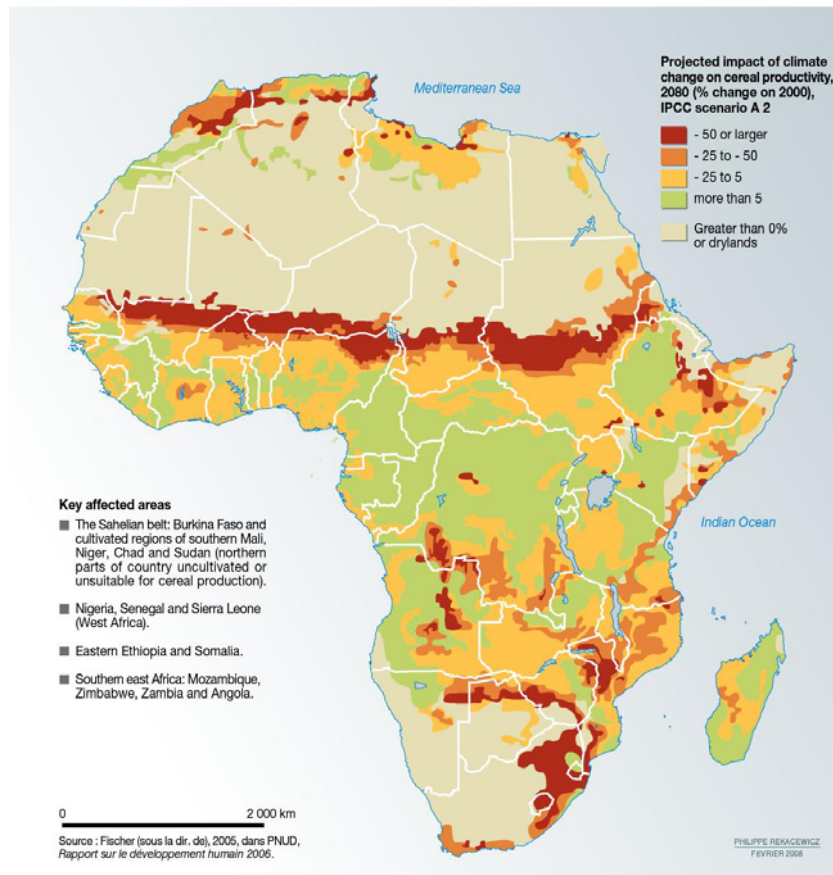
L'impact de ces changements climatiques négatifs sur l'agriculture est exacerbé en Afrique par l'absence de stratégies d'adaptation, de plus en plus limitées à cause du manque de capacités institutionnelles, économiques et financières en soutien à ces actions. Il faudrait donc s'attacher à mieux comprendre l'impact potentiel du changement climatique actuel et projeté sur l'agriculture africaine et à identifier des solutions et des moyens d'adaptation et d'atténuation de son impact négatif.

S'adapter et faire face au changement climatique est une tâche complexe impliquant une série de facteurs sociaux et économiques, notamment l'éducation et l'alphabétisation, ainsi que des solutions financières et technologiques créatives, y compris une meilleure compréhension et application des connaissances et des stratégies de réactions traditionnelles indigènes. Afin de bien s'adapter au changement climatique, les communautés agricoles devront cultiver des variétés plus tolérantes à des pressions telles que la sécheresse et la chaleur.

Ces dix dernières années, les Caraïbes ont subi des impacts sociaux, économiques et environnementaux profonds dus aux tempêtes et aux ouragans, notamment des pertes humaines importantes et des retards majeurs des programmes de développement nationaux et régionaux. Faire fi du spectre du changement climatique et de ses impacts probables reviendrait à réellement exposer la région à des conséquences sans précédent et à mal assumer notre responsabilité vis-à-vis de l'environnement naturel et construit et du patrimoine régional. L'érosion côtière et l'augmentation du niveau de la mer sont des problèmes particulièrement graves pour les petits États insulaires des Caraïbes et du Pacifique. La perte des plages côtières affecte également négativement le tourisme, qui constitue l'une des activités économiques majeures des Caraïbes.

¹⁹ « *The Environmental Food Crisis : The Environment's Role in Averting Future Food Crises* », programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), février 2009.

Cereal productivity in Sub-Saharan Africa under a scenario of the IPCC that shows CO₂ atmospheric concentrations a level at 520-640 ppm by 2050



3.2. Sécurité énergétique : menace pour l'agriculture ?

L'aspiration à la sécurité énergétique et les efforts pour faire face au changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre ont mis l'accent sur les sources de carburant alternatives, notamment les biocarburants. L'augmentation de la production de biocarburants tels que l'éthanol (dérivé des cultures amylicées, notamment les céréales, et sucrières) et le biodiesel (dérivé des graines oléagineuses) contribue directement à la hausse des prix des cultures sources. Les coûts de production de biocarburants ont chuté avec le temps mais ils ne sont toujours pas concurrentiels face au gasoil et au diesel et nécessitent toujours un soutien public. L'OCDE estime qu'environ 8 % de la production mondiale de céréales brutes et 9 % de la production mondiale d'huiles végétales étaient destinés aux biocarburants en 2007 et, dans la tendance actuelle de politiques de soutien, ces chiffres devraient atteindre 12 % et 14 % respectivement ces dix prochaines années.²⁰ Ces dernières années, nous avons assisté à une expansion rapide et accélérée de la production de bioéthanol et de biodiesel. Cette expansion a pour origine les objectifs gouvernementaux de substitution de biocarburants dans les budgets énergétiques de transport, et est motivée par les inquiétudes concernant les prix pétroliers élevés, les perspectives de développement rural, les opportunités d'exportation et les moyens d'atténuer le changement climatique. Selon les projections, la production de biocarburants est susceptible de continuer à s'étendre ces prochaines années. La propagation des plantations commerciales de cultures destinées aux biocarburants, que ce soit pour l'exportation ou pour les marchés intérieurs, a des implications considérables sur l'utilisation des terres et sur l'accès dans les pays producteurs. L'augmentation de la demande en biocarburants peut en partie être assumée via des améliorations techniques de la production, une transformation plus efficace et des rendements plus élevés des matières premières par zone unitaire.

²⁰ « *Increasing food prices and food security : diagnostic issues and policy options* », équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, http://www.et.undp.org/index2.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=67&Itemid=45

Lorsque la deuxième et la troisième génération de biocarburants seront commercialisées, elles accéléreront probablement l'efficacité de l'utilisation des terres, à travers une meilleure utilisation des déchets, des terres marginales et des technologies permettant de gagner de la place. Même pour la première génération de biocarburants, une utilisation des terres plus intensive et de meilleurs rendements pourraient répondre en partie à la demande plus importante de matières premières. Clairement, nous ne pouvons nous fier aux seules augmentations de rendement pour répondre à l'augmentation rapide de la demande de matières premières destinées à la production de biocarburants, un lien direct entre cette demande et la demande foncière étant envisageable.²¹

La nouvelle source de demande en produits agricoles peut constituer une possibilité pour les pays en développement d'exploiter la croissance agricole pour un développement rural plus large et une réduction de la pauvreté. Cependant, des prix alimentaires plus élevés pourraient avoir des implications négatives graves sur la sécurité alimentaire des populations mondiales les plus pauvres. De plus, la demande en biocarburants pourrait placer une pression supplémentaire substantielle sur les ressources naturelles, avec des conséquences environnementales et sociales potentiellement négatives.

Les principaux facteurs sous-tendant les politiques de soutien aux biocarburants sont les objectifs de sécurité énergétique et d'atténuation du changement climatique via la réduction des gaz à effet de serre, alliés à une volonté de soutenir l'agriculture. Ces préoccupations ne faiblissent pas. Aujourd'hui cependant, le rôle des biocarburants face à ces préoccupations, y compris les politiques adaptées, est examiné de manière de plus en plus détaillée.

Pression sur les terres pour répondre à la demande projetée en denrées alimentaires destinées aux biocarburants

En 2006, on estimait à 14 millions d'hectares (ha) l'utilisation des terres à destination des biocarburants et de produits dérivés, soit environ 1 % des terres arables mondialement disponibles. Un certain nombre d'analystes ont depuis avancé des projections de besoins fonciers futurs pour la production de biocarburants. Une étude récente estime que la demande en éthanol produit à partir du maïs pour les États-Unis seulement mobilisera 12,8 millions ha américains d'ici à 2016, ajoutant 10,8 millions ha de terres à la production, principalement au Brésil, en Chine, en Inde et aux États-Unis. Au niveau mondial, selon les perspectives énergétiques mondiales de 2006 de l'Agence internationale de l'énergie, la croissance de la production de biocarburants d'ici à 2030 nécessitera 35 millions ha de terres (2,5 % des terres arables disponibles, surface équivalant plus ou moins à la France et à l'Espagne réunies) selon le scénario de référence, et 53 millions ha (3,8 % des terres arables disponibles) selon le scénario alternatif²².

L'évaluation agroécologique mondiale, basée sur l'imagerie satellite, fournit l'étude la plus complète du potentiel agricole mondial. Au niveau mondial, 2 541 millions d'hectares de terres sont cultivables. 2 541 millions d'hectares dans les catégories « tout à fait cultivable » à « cultivable », et 784 millions supplémentaires dans la catégorie « relativement cultivable ». Une large proportion de la superficie terrestre mondiale n'est pas cultivable car trop sèche, trop froide, trop inclinée, trop pauvre en nutriments ou alliant plusieurs de ces facteurs.

En effet, 80 % des réserves agricoles mondiales se trouvent en Afrique et en Amérique du Sud. À partir des images satellites de 1995-1996, on estime à 807 et 552 millions ha les terres cultivables en Afrique et en Amérique du Sud respectivement (les trois catégories de cultivabilité confondues, à l'exception des zones forestières), dont 197 et 159 millions ha sont cultivés. La sous-estimation de l'utilisation réelle, selon les auteurs, varie de 10 % à 20 %, ce qui amènerait les « terres cultivées » à environ 227 millions ha (Afrique) et 183 millions ha (Amérique du Sud). Dans ce contexte, l'augmentation de la demande en biocarburants provoquera des changements d'accès aux terres pour les populations pauvres à deux niveaux principaux : des liens directs impliquant le détournement de l'utilisation directe des terres pour la production de cultures destinées aux biocarburants, et des liens indirects impliquant des changements d'utilisation des terres causés par l'expansion des biocarburants à d'autres endroits.

²¹ IIED, « *Fuelling exclusion ?* », cit., <http://www.iied.org/pubs/pdfs/12551IIED.pdf>

²² IIED, « *Fuelling exclusion ?* », cit., <http://www.iied.org/pubs/pdfs/12551IIED.pdf>

3.3. Croissance démographique

De grandes régions du monde demeurent majoritairement rurales. En Afrique et en Asie, six personnes sur dix vivent toujours dans des zones rurales. Si la population devrait augmenter de 2,5 milliards entre 2007 et 2050, passant de 6,7 à 9,2 milliards, la population des zones urbaines devrait augmenter de 3,1 milliards, passant de 3,3 milliards en 2007 à 6,4 milliards en 2050. Les zones urbaines mondiales devraient donc absorber l'ensemble de la croissance démographique des quarante prochaines années tout en attirant une partie de la population rurale. Par conséquent, la population mondiale rurale devrait commencer à décliner dans une dizaine d'années, pour atteindre une diminution de 0,6 milliard d'ici à 2050. La hausse soutenue de la population urbaine, alliée au ralentissement marqué de la croissance démographique rurale, entraînera une urbanisation continue, à savoir une augmentation de la proportion d'habitants des zones urbaines. De plus, la croissance de la population attendue dans les zones urbaines devrait majoritairement être concentrée dans les villes et les localités des régions moins développées. L'Asie, en particulier, devrait voir sa population urbaine augmenter de 1,8 milliard, l'Afrique de 0,9 milliard et l'Amérique latine et les Caraïbes de 0,2 milliard. La croissance démographique devrait donc devenir largement urbaine et concentrée dans les pays en développement.

La croissance de la population rurale depuis 1960 a été particulièrement rapide en Afrique et en Mélanésie et Micronésie (près de 2 % par an). Même avec un ralentissement de la croissance rurale entre 2000 et 2030 dans l'ensemble des régions du monde, 10 régions sur 21 devraient malgré tout voir leur population rurale augmenter, avec des hausses substantielles probables en Afrique orientale et centrale, en Mélanésie et en Micronésie. L'environnement rural de nombreux pays de ces régions est déjà gravement dégradé et il est difficile de nourrir les populations. En Asie centrale du Sud et de l'Ouest, la croissance de la population rurale devrait être modeste, mais les pays de ces régions présentent déjà des densités élevées de population rurale.²³

Bien que l'absence de pressions démographiques ne garantisse pas la paix, ces pressions peuvent augmenter la probabilité de conflit. C'est particulièrement le cas dans des pays soumis à des facteurs aggravants tels que des disparités économiques qui se creusent, des conditions environnementales qui empirent ou des ressources naturelles qui s'amenuisent. Les risques de conflits civils dus à des facteurs démographiques (violence mortelle entre gouvernements et insurgés non étatiques, ou entre factions étatiques au sein des frontières territoriales) peuvent être plus grands qu'on l'imagine généralement, et dignes d'être davantage pris en compte par les décideurs politiques et les chercheurs dans le domaine de la sécurité.²⁴

3.4. Concurrence de plus en plus forte pour les terres et l'eau

La crise des prix alimentaires a augmenté la concurrence pour l'accès aux terres et aux ressources aquifères pour l'agriculture, et la chute du capital pour l'investissement à long terme due à la pénurie de crédit a causé une réévaluation des ressources naturelles. Ces pressions, qui viennent s'ajouter à la méfiance grandissante envers le fonctionnement régional et mondial des marchés résultant de la crise des prix, ont suscité un regain d'attention pour l'investissement direct étranger dans l'agriculture. Plusieurs pays, dont bon nombre soumis à des contraintes sévères pour les ressources naturelles mais riches en capitaux, ont commencé à investir dans l'agriculture étrangère afin d'assurer l'approvisionnement national. Selon les médias, l'Égypte et les Émirats arabes unis ont par exemple fait de tels investissements au Soudan, de même que la Libye en Ukraine, l'Arabie saoudite en Thaïlande et la Corée du Sud à Madagascar. La Chine a quant à elle investi dans l'agriculture dans plusieurs pays africains, ainsi qu'aux Philippines et en Russie²⁵.

Actuellement, quelque 760 millions ha, dont 120 millions irrigués, sont consacrés à la culture dans les pays en développement (à l'exception de la Chine). Ces 760 millions ha ne représentent que 30 % des terres totales pouvant être utilisées pour la culture pluviale, soit 2 570 millions ha. Toutefois, les 1 810 millions ha restants ne sont pas ou ne devraient pas tous être considérés comme disponibles pour l'expansion agricole.

²³ Source : « ONU, Population, environnement et développement », rapport concis, 2001, www.un.org/spanish/esa/population/C2001French.doc
http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2006/WPP2006_Highlights_rev.pdf

²⁴ Population Action International, « *The Security Demographic. Population and civil conflict after the Cold War* », 2003, http://www.populationaction.org/Publications/Reports/The_Security_Demographic/The_Security_Demographic_Population_and_Civil_Conflict_After_the_Cold_War.pdf

²⁵ Joaquim Von Braun, « Food and Financial Crises – Implications for Agriculture and the Poor », rapport IFPRI sur la politique alimentaire n°20, décembre 2008, <http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr20.pdf>

Parmi les entraves à l'expansion des terres cultivées, citons la rareté des terres agricoles de qualité élevée, la concurrence d'utilisations alternatives et le risque de dégradation environnementale de terres et de forêts marginales cultivées. La plupart des terres de la « réserve » de 1,8 milliard ha sont de qualité inférieure à celle des terres agricoles actuellement utilisées. De plus, les terres non cultivées sont largement concentrées dans un petit nombre de pays (27 % au Brésil, 9 % en République démocratique du Congo et 36 % dans 13 autres pays), et ne sont pas réellement disponibles car situées en forêts ou dans des zones protégées.

La concurrence pour les terres s'intensifie. Bien que la consommation humaine directe de céréales soit l'utilisation la plus efficace de denrées alimentaires disponibles, davantage de terres sont à présent consacrées dans les pays en développement à la culture de céréales, d'avoine et de fourrage pour animaux, les préférences alimentaires évoluant, avec l'augmentation des richesses, vers la viande et les produits laitiers. Le développement et la croissance démographique ont également engendré une utilisation plus grande des terres pour le logement, l'industrie et les infrastructures. Un grand nombre des plus grandes villes du monde sont en fait situées sur des terres agricoles extrêmement fertiles. L'expansion des villes déplace les exploitations agricoles, couvre des sols fertiles et contamine les sols voisins via des particules aériennes et des décharges de déchets solides. Selon les prévisions, environ 100 millions ha supplémentaires devraient être occupés par l'homme d'ici à 2030, dont près de 60 millions ha de terres à potentiel agricole. Bien qu'il ne s'agisse que d'une petite fraction des terres totales, dans des pays comme la Chine avec un potentiel limité de production de nouvelles terres, même ces petites pertes sont préoccupantes.

À long terme, le réchauffement planétaire et le changement climatique pourraient également menacer jusqu'à la moitié des ressources foncières de qualité élevée de certains pays, à cause de la montée du niveau de la mer ou de la dégradation des conditions agroécologiques. L'agriculture contribue actuellement à environ 30 % des émissions mondiales totales des gaz à effet de serre (GES). « L'abattage des forêts tropicales et l'évolution de l'affectation des sols ont profondément influé sur les émissions de CO₂, mais l'attention se tourne à présent vers le méthane (CH₄) et l'oxyde nitreux (N₂O), l'agriculture étant responsable respectivement de 40 % et 80 % des émissions anthropogéniques totales de ces GES. » Ces dernières dizaines d'années, l'intensification agricole a lourdement pesé sur l'environnement. La médiocrité des techniques de culture et d'irrigation et l'utilisation excessive des pesticides et des herbicides ont aggravé la dégradation du sol et la contamination des eaux. La salinisation du sol est un problème grave en Asie de l'Ouest, ainsi que dans certaines zones d'autres régions. Chaque année, 20 millions ha supplémentaires de terres agricoles deviennent impropres à la culture ou sont envahis par l'expansion urbaine. De son côté, la demande alimentaire devrait doubler ces 30 prochaines années dans les pays en développement. De nouvelles terres seront donc probablement cultivées, marginales pour la plupart et donc encore plus exposées à la dégradation. Les progrès des biotechnologies agricoles pourraient aider les pays en développement en créant des variétés culturales résistantes à la sécheresse, au sel et aux insectes et animaux nuisibles. Toutefois, l'impact environnemental de ces biotechnologies doit encore être pleinement évalué et de nombreuses questions, en particulier celles liées à la sécurité biologique, doivent être résolues.²⁶

Acquisitions foncières internationales pour la culture externe d'aliments et de fourrage

Alors que la valeur économique des terres ne cesse de croître sur un marché en mondialisation constante, les utilisateurs fonciers plus pauvres sont devenus de plus en plus vulnérables à la perte de leurs terres face à des capacités économiques, politiques ou sociales supérieures revendiquant ou se portant acquéreurs des mêmes parcelles de terres. Ces facteurs ont contribué à une concentration de plus en plus importante d'occupations dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine en particulier. La mondialisation des marchés fonciers ainsi que les possibilités élargies de profit de la production agricole sont source de spéculation intensifiée par des entreprises agricoles et multinationales, notamment les banques d'investissement. Dans le contexte plus large d'attrition progressive de terres utilisées par les pauvres, de nouvelles tendances mondiales sont en train d'émerger et engendrent une intensification massive de la demande foncière.

Ces dernières années, des pays tels que la Chine, le Japon, le Koweït, l'Arabie saoudite et la Corée du Sud, ainsi que d'autres nations riches en capitaux, achètent ou louent de grandes quantités de terres étrangères pour la production de nourriture à des fins de consommation interne.

²⁶ Source : « ONU, Population, environnement et développement », rapport concis, 2001, www.un.org/spanish/esa/population/C2001French.doc

Leurs grandes corporations impliquées dans l'acquisition de terres dans des pays étrangers utilisent leur pouvoir technique et financier pour augmenter leur production de nourriture, de fourrage et de biocarburants. Certaines de ces initiatives peuvent être interprétées comme des tentatives de contourner les procédures commerciales internationales normales afin d'obtenir de la nourriture et autres produits agricoles à moindre coût. Cette approche présente des similarités avec celle adoptée par les multinationales depuis des décennies et qui représentait en 2000, selon les estimations, environ 40 % des produits mondiaux « échangés » en dehors des procédures commerciales « normales », échappant donc aux réglementations de l'OMC.²⁷ Alors que certains de ces accords prévoient des investissements très importants stimulant la production et l'emploi, ils risquent également, s'ils ne sont pas convenablement réglementés et négociés, d'avoir des conséquences dramatiques sur l'accès aux terres des agriculteurs et des communautés des pays en développement et pour les pays eux-mêmes en termes de pertes de revenus.

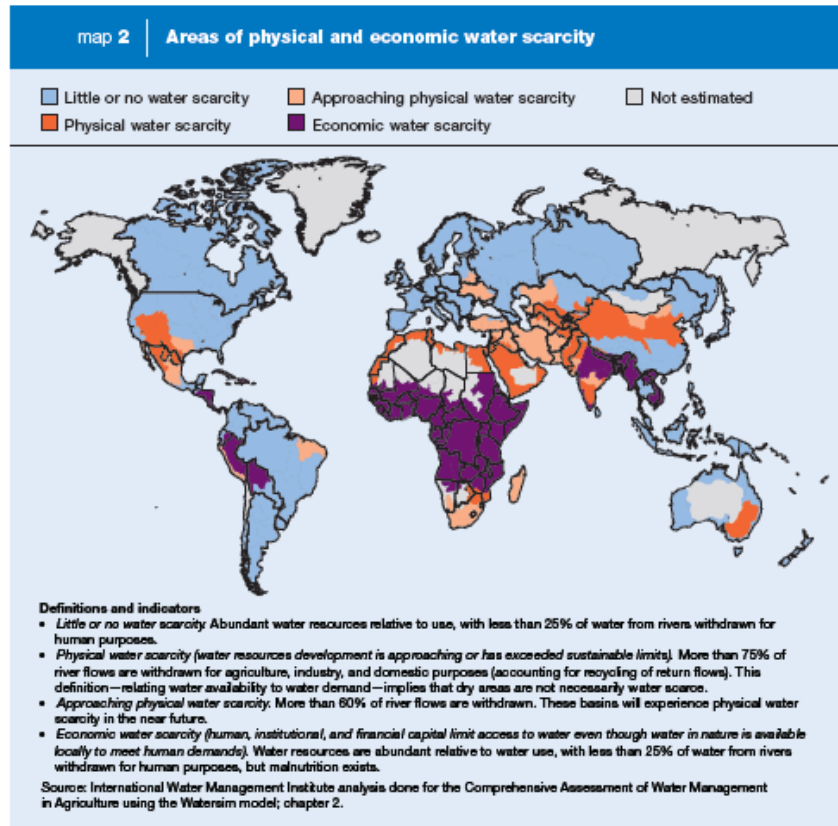
Rareté de l'eau

Si la gestion de l'eau dans l'agriculture ne s'améliore pas, les OMD de lutte contre la pauvreté et la faim et en faveur d'un environnement durable ne pourront être atteints. L'accès à l'eau est difficile pour des millions d'hommes et de femmes pauvres pour des raisons qui vont au-delà de la base de ressources naturelles. Dans certains endroits, l'eau est abondante mais il est difficile de l'amener aux populations à cause du manque d'infrastructures et de l'accès restreint. Dans d'autres, les besoins des populations dépassent la base de ressources naturelles et tout le monde n'a pas accès à l'eau. La rareté de l'eau, en termes d'accès, est une contrainte majeure pour l'agriculture dans de nombreuses régions du monde. Un cinquième des populations mondiales, soit plus de 1,2 milliard de personnes, vit dans des zones en pénurie physique d'eau, les réserves ne pouvant répondre aux besoins de l'ensemble de la population. Environ 1,6 milliard de personnes vivent dans des bassins où l'eau est rare et où les capacités humaines ou les ressources financières sont susceptibles de ne pas suffire à développer des ressources en eau adaptées (carte 2). Derrière la rareté actuelle de l'eau, l'on retrouve des facteurs qui devraient se multiplier et se complexifier ces prochaines années. La croissance démographique en fait partie, mais les raisons principales des problèmes liés à l'eau résident ailleurs, dans le manque d'engagement en faveur de l'eau et de la lutte contre la pauvreté, dans des investissements inadaptés et mal ciblés, dans l'insuffisance des capacités humaines, dans l'inefficacité des institutions et dans la mauvaise gouvernance. Selon l'International Water Management Institute, au moins 2 000 à 3 000 kilomètres cubes d'eau supplémentaires, l'équivalent de 33 % de l'utilisation agricole actuelle de l'eau, devront être trouvés pour les cultures irriguées ou pluviales d'ici à 2030.

La rareté économique est causée par l'insuffisance de l'investissement dans l'eau ou des capacités humaines pour satisfaire sa demande. Et même là où ces infrastructures existent, la répartition de l'eau peut être inéquitable.

Si l'on n'améliore pas la productivité de l'eau ou les modèles de production, la quantité d'eau consommée par évapotranspiration dans l'agriculture augmentera de 70 % à 90 % d'ici à 2050. La quantité totale d'eau évaporée dans la production culturale atteindrait entre 12 000 km³ et 13 500 km³, soit presque le double des 7 130 km³ actuels. Cela correspond à une augmentation annuelle moyenne de 100 km³ à 130 km³, soit presque trois fois le volume d'eau approvisionné en Égypte chaque année via le grand barrage d'Assouan. En outre, il faut ajouter la quantité d'eau nécessaire pour produire des fibres et de la biomasse pour l'énergie. La demande de coton devrait croître de 1,5 % par an et la demande en énergie semble insatiable. D'ici à 2030, la demande énergétique mondiale devrait augmenter de 60 %, soit deux tiers de l'augmentation des pays en développement, dont une partie de la bioénergie.

27 Fernández, Y et M. Maetz, « Trends in World and Agricultural Trade, in *Multilateral Trade Negotiations on Agriculture, A Resource Manual, I, Introduction and general topics* », FAO 2000.



Terres et ressources en eau au niveau mondial pour satisfaire la demande alimentaire future

Amélioration de l'agriculture pluviale

Aujourd'hui, 55 % de la valeur brute de notre alimentation est produite dans des conditions pluviales sur presque 72 % des terres cultivées mondiales. Par le passé, de nombreux pays ont focalisé leur « attention en matière d'eau » et leurs ressources sur le développement de l'irrigation. La production alimentaire future pouvant provenir de l'agriculture pluviale ou irriguée est sujette à un débat intense et les options politiques ont des implications dépassant les frontières nationales. Une option importante est l'amélioration de l'agriculture pluviale via l'amélioration des pratiques de gestion de l'eau. De meilleures pratiques de gestion du sol et des terres peuvent en effet augmenter la productivité de l'eau, en ajoutant un facteur d'eau d'irrigation via des interventions à plus petite échelle telles que les récoltes d'eau de pluie. L'intégration équilibrée de l'élevage afin d'augmenter la productivité de l'eau d'élevage est importante dans les zones pluviales.

Optimisation de l'agriculture irriguée

Selon des scénarios optimistes sur l'augmentation de productivité de l'eau, les trois quarts de la demande alimentaire supplémentaire peuvent être satisfaits en améliorant la productivité de l'eau sur des terres irriguées existantes. En Asie du Sud, où plus de 50 % des régions cultivées sont irriguées et où la productivité est basse, la demande alimentaire croissante peut être satisfaite en améliorant la productivité de l'eau dans l'agriculture irriguée plutôt qu'en étendant la zone en production. Mais dans certaines régions de Chine et d'Égypte et dans les pays développés, les rendements et la productivité de l'eau sont déjà plutôt élevés et la portée des améliorations est limitée. Dans de nombreuses zones de culture de riz, les économies d'eau durant la saison humide ont peu de raison d'être car elles ne seront pas aisément disponibles pour d'autres utilisations.

Une stratégie alternative est de poursuivre l'expansion des terres irriguées car elle donne accès à l'eau à davantage de personnes et peut assurer un avenir alimentaire plus sûr. L'irrigation pourrait contribuer à 55 % de la valeur totale de l'approvisionnement alimentaire d'ici à 2050. Mais cette expansion nécessiterait 40 % de puisage supplémentaire d'eau pour l'agriculture, ce qui menacerait certainement les écosystèmes aquatiques et la capture de poissons dans de nombreuses régions.

En Afrique subsaharienne, l'irrigation est très rare et l'expansion semble compromise. En doublant la zone irriguée en Afrique subsaharienne, l'on augmenterait la contribution de l'irrigation à l'approvisionnement alimentaire de 5 % seulement à un optimiste 11 % d'ici à 2050.

Potentiel du commerce d'atténuation de la pression sur les ressources hydriques

En important des produits agricoles, une nation « économise » la quantité d'eau nécessaire à leur production interne. L'Égypte, pays sous pression hydrique importante, a importé 8 millions de tonnes de céréales des États-Unis en 2000. Pour produire cette quantité de céréales, l'Égypte aurait nécessité environ 8,5 km³ d'eau d'irrigation (l'approvisionnement annuel du pays du Lac Nasser atteint 55,6 km³). Le Japon, pays manquant de terres et plus grand importateur mondial de céréales, nécessiterait 30 milliards de m³ supplémentaires d'eau de culture pour cultiver la nourriture qu'il importe. Le commerce de céréales a un impact modérateur sur la demande en eau d'irrigation, parce que les grands exportateurs de céréales — les États-Unis, le Canada, la France, l'Australie et l'Argentine — produisent des céréales dans des conditions pluviales extrêmement productives. Une augmentation stratégique du commerce international de nourriture pourrait donc atténuer la rareté de l'eau et réduire la dégradation environnementale. Au lieu d'aspirer à l'autosuffisance alimentaire, les pays en pénurie d'eau pourraient importer la nourriture d'autres pays où l'eau est abondante. Mais les pays pauvres dépendent, en grande mesure, de leur secteur agricole national et le pouvoir d'achat nécessaire pour couvrir les besoins alimentaires du marché mondial est souvent faible. Ces pays, qui ont du mal à assurer leur sécurité alimentaire, demeurent réticents à dépendre des importations pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Un certain niveau d'autosuffisance alimentaire demeure un objectif politique important. Et en dépit des problèmes d'eau émergents, de nombreux pays considèrent le développement des ressources en eau comme une option plus sûre afin d'atteindre les objectifs d'approvisionnement alimentaire et de promouvoir la croissance des revenus, en particulier dans les communautés rurales pauvres. L'implication est que dans la situation géopolitique et économique mondiale et nationale actuelle, il est peu probable que le commerce alimentaire résolve les problèmes de rareté de l'eau à court terme.

3.5. Déchets alimentaires

La gestion des déchets sur la chaîne alimentaire sera essentielle dans toute stratégie d'alimentation de neuf milliards de personnes de manière durable et équitable d'ici à 2050. Le renforcement de l'efficacité de la chaîne alimentaire réduira la pression sur les ressources nécessaires à la production alimentaire, la diminution des émissions de gaz à effet de serre et la contribution à d'autres agendas politiques tels qu'un espace supplémentaire moindre pour les décharges, ce qui réduirait à son tour les émissions de GES. Si le chiffre mondial actuel de 30 % de déchets est confirmé, cela réduirait la nourriture nécessaire d'ici à 2050 d'environ 25 % de la production actuelle.²⁸ En faisant de la réduction des déchets un objectif stratégique, on réduirait les déchets post récolte dans les pays à faibles revenus ; on améliorerait les connaissances et les technologies actuelles sur les infrastructures de stockage et de transport ; on investirait dans de nouvelles technologies adaptées afin de réduire les déchets post récolte ; on développerait les infrastructures ; on mettrait en œuvre des réformes financières et de marché afin de réduire les déchets, notamment dans le secteur de la consommation et des services alimentaires, principalement dans les pays à revenus élevés.

L'utilisation des technologies de l'information et de la communication (en particulier les téléphones mobiles) pourrait améliorer l'information sur les marchés et permettre aux producteurs de prendre de meilleures décisions sur un approvisionnement en temps et heure des marchés afin d'obtenir les meilleurs prix, en évitant ou du moins en réduisant les problèmes saisonniers et les déchets de production, en particulier durant les mois de production maximale. Un meilleur soutien financier des petits agriculteurs leur permettrait de stocker les produits plutôt que de les vendre lorsque les prix sont au plus bas. Une meilleure information sur les réserves halieutiques, les activités de pêche, la surveillance et les prix du marché permettrait d'améliorer la valeur, de réduire ou d'améliorer l'utilisation des prises collatérales et de réduire les problèmes en permettant des réserves plus stables sur des périodes plus longues.

²⁸ Activités de prévision *The Future of Food and Farming* (2011), rapport final du projet, <http://www.bis.gov.uk/assets/bispartners/foresight/docs/food-and-farming/11-546-future-of-food-and-farming-report.pdf>

4. Perspectives d'avenir : nouveaux enjeux politiques affectant la production alimentaire

4.1. Commerce et mondialisation

La modification des politiques et des mesures commerciales est la réaction la plus fréquente des pays face à la flambée des prix alimentaires, afin principalement de tenter de protéger le marché intérieur de l'augmentation des prix sur le marché mondial. Pour les pays exportateurs, les interdictions ou les limitations des exportations sont utilisées dans divers cas de figure. L'augmentation ou la levée de taxes à l'exportation est une autre option. Pour les pays importateurs, la principale mesure liée au commerce est la diminution des taxes à l'importation sur les produits alimentaires, les intrants agricoles et l'équipement afin de faciliter les importations et de réduire les prix à la consommation internes. Cela permet également de réduire la protection dont les producteurs locaux ont peut-être bénéficié à cause de l'existence de l'obligation.

Les gouvernements d'au moins trente pays avaient mis en œuvre des restrictions à l'exportation en juillet 2008 (BM)²⁹ afin de promouvoir la sécurité alimentaire nationale.

Les politiques limitant le commerce, qu'il s'agisse des exportations ou des importations, ont un impact indésirable et souvent involontaire, en particulier à moyen et à long terme. Les subventions qui agissent sur les marchés sont tout aussi inutiles. Les taxes et les embargos à l'exportation peuvent soulager à court terme les consommateurs nationaux, quoique de telles mesures ne fassent aucune distinction entre les consommateurs à faibles revenus ou à revenus élevés et qu'elles pèsent également sur les producteurs nationaux et limitent leur réponse d'approvisionnement. Les restrictions à l'exportation contribuent à l'incertitude sur le marché mondial des produits et entraînent à la hausse les prix sur les marchés internationaux. Du côté de l'importation, la protection des producteurs nationaux de produits agricoles, en soutenant les prix élevés et en protégeant les frontières, restreint les opportunités de croissance des producteurs à l'étranger et impose une charge pour les consommateurs nationaux.

Une conclusion rapide et ambitieuse des négociations de Doha de l'OMC pourrait grandement contribuer à l'exploitation du potentiel des marchés pour équilibrer l'offre et la demande mondiales.³⁰

Cela devrait faciliter le commerce équitable de produits agricoles et améliorer les incitants de nombreux pays à des systèmes agricoles efficaces et viables, encourageant les efforts nationaux d'amélioration de la sécurité alimentaire. L'évaluation annuelle mondiale de l'aide au commerce s'est soldée en juillet 2009 par de nouveaux engagements. Dans le même temps, les membres de l'OMC ont lancé le programme mondial de liquidités commerciales afin de stimuler la finance dans ce domaine. Les décideurs politiques doivent examiner des options d'atténuation au sein du système commercial international afin de le rendre plus résistant aux chocs et au stress.

4.2. Mesures encourageant la productivité à long terme

La réponse durable à long terme à la crise alimentaire doit intervenir sous la forme d'un renforcement de la production de céréales alimentaires. Cependant, les décennies écoulées ont été marquées par un déclin de l'investissement public et privé dans l'agriculture, en particulier en ce qui concerne la production d'aliments de base, mettant à mal la capacité des systèmes agricoles à répondre efficacement à la crise. L'investissement public dans l'irrigation à petite échelle et les services d'extension est également nécessaire. L'agriculture mondiale a principalement lieu sur de petites exploitations, avec une production à un niveau inférieur ou égal au niveau de subsistance. La technologie permettant de stimuler la productivité de ces exploitations existe. Cependant, ces agriculteurs ont peu d'actifs, sont souvent étrangers aux marchés de crédit formel et ils ont un degré élevé d'aversion au risque, ce qui entrave les investissements initiaux permettant de renforcer la production. La productivité à long terme peut être encouragée par l'utilisation d'intrants supérieurs (fertilisants, semences améliorées et matériaux de plantation), l'adoption de pratiques agricoles meilleures, notamment celles liées à la gestion de l'eau et à la conservation des ressources (pour lesquelles un système d'extension solide pourrait être une condition sine qua non) et à la participation au crédit, à l'assurance, aux intrants et aux marchés de produits agricoles. En plus des infrastructures physiques nécessaires à l'amélioration du transport et au lien entre les exploitations et les marchés, il faut également s'attacher à améliorer l'accès à l'information sur les prix et les conditions de marché à tous les niveaux.

²⁹ Banque Mondiale

³⁰ « Flambée des prix alimentaires : causes et conséquences », OCDE, 2008, <http://www.oecd.org/dataoecd/54/42/40847088.pdf>

Une approche novatrice consiste à renforcer les associations d'agriculteurs, traditionnellement sources d'extension, pour en faire des agences pour la commercialisation collective de la production. Une autre approche donnant accès aux agriculteurs aux marchés est l'agriculture sous contrat, bien que l'étendue de son efficacité pour les petits agriculteurs ne soit pas encore avérée.

Comme le montre l'expérience du Malawi, ces subventions ont des effets dramatiques là où les rendements sont faibles au départ. Dans le même temps, le programme de ce pays ne dispose pas d'une stratégie de sortie bien définie et politiquement applicable et ses coûts exponentiels creusent déjà le budget. Si l'on n'agit pas, il est possible que ce programme ait les mêmes conséquences que les subsides populaires en Afrique dans les années 1960 et 1970, qui ont dû être annulés dans les années 1980 et 1990.

4.3. Améliorer la disponibilité et l'accès à la nourriture

La réponse durable à long terme à la crise alimentaire doit intervenir sous la forme d'un renforcement de la production de céréales alimentaires. Cependant, les décennies écoulées ont été marquées par un déclin de l'investissement public et privé dans l'agriculture, en particulier en ce qui concerne la production d'aliments de base. L'investissement public dans l'irrigation à petite échelle et les services d'extension est également nécessaire. En majorité, l'activité agricole est concentrée sur les petites exploitations, avec une production inférieure ou égale au niveau de subsistance. Cependant, ces agriculteurs ont peu d'actifs, sont souvent exclus des marchés de crédit formel et ont un degré élevé d'aversion au risque, ce qui entrave les investissements initiaux permettant de renforcer la production.³¹

Il peut donc être nécessaire d'instaurer des subventions fiscalement responsables, avec une stratégie de sortie bien définie afin d'encourager l'adoption d'intrants essentiels par les petits agriculteurs alors que les mesures pour faciliter leur accès aux marchés sont mises en place et leurs actifs sont développés. La productivité des petites exploitations peut notamment être renforcée et les avantages de prix supérieurs sur le marché peuvent être transférés via l'agriculture sous contrat, en particulier lorsqu'elle s'accompagne d'un approvisionnement en intrants et de formations. Une extension récente de cette idée est la tendance de certains pays à louer des terres agricoles dans d'autres. Les termes de tels accords et leur organisation semblent importants pour la détermination de l'équilibre net des coûts et des bénéfices dans le pays producteur. D'un côté, ils semblent introduire des méthodes de renforcement des rendements et des intrants et donner aux agriculteurs un prix plancher particulièrement avantageux dans une période de ralentissement de la production. D'un autre côté, cet élément pourrait nuire aux profits des agriculteurs et à la sécurité alimentaire des producteurs des campagnes en cas de déficit de production. On craint également que de tels accords contribuent à réduire les volumes sur les marchés au comptant, ce qui renforce la volatilité.

Réserves de sécurité et mise en commun des céréales

Les stocks de sécurité, s'ils sont utilisés stratégiquement, peuvent réduire les prix et la volatilité mais ils nécessitent des infrastructures et des compétences d'obtention, de détention et de gestion. Les pays qui choisissent leur création ou leur revitalisation doivent faire la part des choses entre leurs coûts et le potentiel du marché à répondre en temps et en heure à une pénurie inattendue. Des alternatives telles que des mises en commun régionales de céréales peuvent également être explorées, bien que leur utilité soit limitée lorsque les chocs de production se propagent entre les pays de la région.³²

Rétrospectivement, l'opposition à la conservation par des pays de stocks alimentaires importants (car leur entretien est coûteux et qu'ils entraînent des pertes considérables dans le temps) ne semble pas bien adaptée à une situation d'augmentation des prix alimentaires, ce qui entrave l'achat d'aliments sur le marché international. Dans les pays conservant des réserves financières (en particulier en dollars US), on a constaté que les quantités de nourriture pouvant être achetées avec l'argent conservé diminuent très rapidement, beaucoup plus que s'il s'était agi de ressources physiques. Cela peut plaider en faveur des stocks physiques futurs.³³

³¹ http://www.et.undp.org/index2.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=67&Itemid=45

³² http://www.et.undp.org/index2.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=67&Itemid=45

³³ « *Guide for Policy and Programmatic Actions at Country Level to Address High Food Prices* », FAO, 2011, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ISFP/revisedISFP_guide_web.pdf

4.4. Investissement renforcé dans l'agriculture

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) prédisent que la crise alimentaire de 2008, à l'origine d'émeutes et de troubles politiques dans plusieurs pays, se reproduira ces prochaines décennies. Ce qui est évident, c'est que les niveaux actuels d'investissement dans l'agriculture ne suffiront pas à faire augmenter la production alimentaire de 70 % afin de nourrir une population estimée à 9,1 milliards de personnes d'ici à 2050. Lors des dernières crises fiscales des années 1980 et 1990, l'agriculture a connu une réduction de l'investissement, qui n'est jamais revenu à son niveau de départ en dépit de l'augmentation des dernières années. Aux niveaux actuels de ressources, l'efficacité de la production alimentaire doit être renforcée (investissement dans les technologies, nutrition culturelle écologique, production de protection, etc.).

L'International Food Policy Research Institute (IFPRI) a estimé que l'investissement public agricole incrémentiel mondial — le montant additionnel nécessaire afin d'atteindre l'objectif des OMD de diminution de moitié de la pauvreté d'ici à 2015 — devrait atteindre 14 milliards USD par an dans l'ensemble des pays en développement³⁴. L'investissement annuel incrémentiel estimé pour l'Afrique subsaharienne devrait atteindre entre 3,8 et 4,8 milliards USD (selon une approche de coût unitaire pour le premier montant et en ajoutant l'investissement nécessaire afin d'atteindre l'objectif de la déclaration de Maputo de 10 % de dépenses budgétaires de l'État dans l'agriculture pour le second).

La flambée actuelle des prix alimentaires est une question réellement mondiale. Les causes et les impacts sont complexes et appellent une réponse internationale qui l'est tout autant. Les développements actuels sur les marchés alimentaires mondiaux ont des implications dramatiques pour la sécurité alimentaire dans les populations pauvres. Dans le même temps, des facteurs spéculatifs et des actions politiques internes contribuent à la nervosité et à la volatilité des marchés. Il faut à présent une *réponse mondiale objective, efficace et cohérente* afin d'éviter d'empirer une situation déjà difficile.

Il est essentiel d'apporter une réponse complète aux enjeux immédiats et à long terme, en accordant la priorité à l'amélioration de l'accès au soutien à l'alimentation et à la nutrition pour les plus vulnérables, notamment via des mécanismes de protection sociale bien conçus et fiscalement durables, y compris en matière de sécurité sociale et d'investissement dans les systèmes et les infrastructures alimentaires de soutien à la production des petits agriculteurs et des marchés, au sein de systèmes de commerce équitable répondant aux intérêts des populations pauvres.

À moyen terme, il existe un besoin réel d'améliorer le pouvoir d'achat des acheteurs alimentaires pauvres, afin qu'ils puissent même acquérir de la nourriture à des prix plus élevés. Fondamentalement, cela requiert la *stimulation de la croissance et du développement dans les pays pauvres*. Dans certains de ces pays les plus pauvres, l'investissement dans l'agriculture, notamment la recherche agricole, la vulgarisation et l'éducation, peut être le meilleur moyen pour lutter contre la pauvreté et stimuler l'activité économique. Dans d'autres situations, l'investissement dans l'agriculture peut également être utilisé, mais il peut également être nécessaire de diversifier la structure de l'économie. Dans de nombreux cas, l'investissement dans l'amélioration de l'environnement global dans lequel l'agriculture opère peut être la meilleure solution. L'amélioration des systèmes de gouvernance de base, politiques macroéconomiques, infrastructures, technologies, éducation, santé, etc. En d'autres termes, une approche sur mesure est nécessaire, axée sur les capacités et le potentiel de chaque pays plutôt que sur une ruée généralisée vers le développement de l'agriculture.³⁵ Des prix agricoles élevés ont également un impact sur des substituts proches, tels que le poisson, et pourraient contribuer à mettre davantage de pression sur des *stocks halieutiques* déjà amoindris, ainsi qu'à renforcer la demande de poisson issu de l'aquaculture. Les politiques qui garantissent une utilisation durable et responsable des ressources océaniques ont un rôle essentiel à jouer, au sein des frontières nationales et en haute mer. Une action concertée de contrôle de la pêche illicite est nécessaire. Des options permettant d'améliorer l'environnement professionnel pour l'investissement privé dans l'aquaculture peuvent également être explorées.³⁶

³⁴ Fan, S. et Rosegrant, M. (2008), « *Investing in Agriculture to Overcome the World Food Crisis and Reduce Poverty and Hunger* », briefing politique n°3, International Food Policy Research Institute

³⁵ « Flambée des prix alimentaires : causes et conséquences », OCDE, 2008, <http://www.oecd.org/dataoecd/54/42/40847088.pdf>

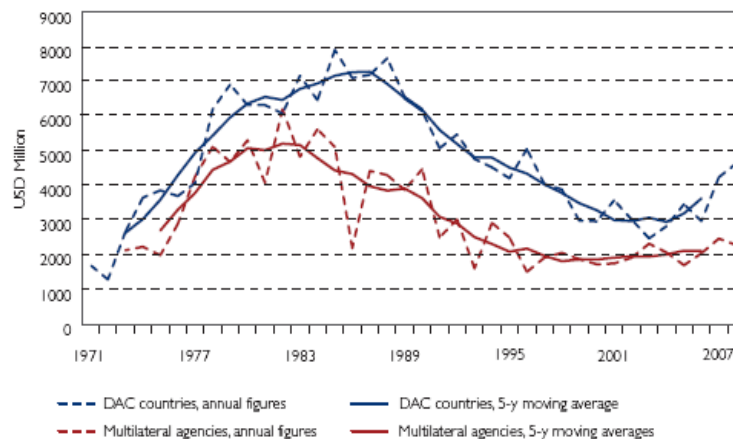
³⁶ Ibid.

Déclin du soutien des donateurs à l'agriculture : enfant négligé des donateurs de l'aide et des gouvernements des pays en développement³⁷

- Proportion de l'aide publique au développement dans l'agriculture : 17 % en 1980, 3 % en 2006
- Aide totale dépensée dans l'agriculture en termes réels : -58 %, entre 1980 et 2006
- Proportion des dépenses publiques dans l'agriculture en Afrique : 4,5 % en dépit de l'objectif de 10 % de l'Union africaine pour 2008
- Budget du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), organe essentiel de coordination de l'investissement public dans la R&D agricole : -50 % ces 15 dernières années

En dépit du fait que l'aide publique au développement (APD) soit reconnue comme un instrument essentiel du soutien à l'agriculture et au développement rural et au renforcement de la sécurité alimentaire, la part de l'agriculture dans cette aide a sévèrement chuté, de 18 % en 1979 à 3,5 % à peine en 2004, soit un déclin de plus de 50 % dans la valeur du soutien³⁸. Depuis le milieu des années 1980, l'aide bilatérale à l'agriculture a diminué de moitié, pour atteindre 3,8 milliards USD en 2007³⁹. Ce déclin est plus marqué que celui des engagements des gouvernements des pays en développement dans l'agriculture, en moyenne deux fois plus importants que les engagements totaux des donateurs, bien que les différences interrégionales soient importantes. La part des prêts AID/BIRD à l'agriculture est passée de 30 % en 1980-1982 à 7 % en 1999-2001, pour repasser à 12 % en 2006-2008.

Figure 6.4: Commitments to agricultural aid. 1973- 2008, 5-year moving averages and annual figures, constant 2007 prices



Source: April 2010, OECD-DAC, www.oecd.org/dac/stats/agriculture

Nouveaux donateurs

L'évolution des relations internationales, l'émergence d'une architecture mondiale multipolaire ainsi que de nouveaux acteurs, et le renforcement de la coopération sud-sud ont un impact direct sur la conception et la mise en œuvre de la coopération internationale, ce qui affecte donc le développement agricole.

Les donateurs du Sud ou « émergents » représentent généralement environ 5 % à 10 % de l'APD. Les principaux pays concernés sont de grands États tels que la Chine et l'Inde, ainsi que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Malaisie, le Mexique, le Venezuela, les nouveaux membres de l'UE, l'OPEP et les pays du Moyen-Orient. L'expansion énorme de l'investissement de la Chine en Afrique a débuté en 2000, lors du forum sur la coopération sino-africaine. En 2006, la Chine s'est engagée à doubler son aide au développement, à octroyer des prêts et des crédits à l'investissement à hauteur de 5 milliards USD sur les trois années suivantes et à annuler la dette de tous les pays africains les moins développés et très endettés.

³⁷ Sources : ONU, 2008 ; Evans, 2009

³⁸ www.ukfg.org.uk/docs/More_Aid_for_African_Agriculture_MAIN_REPORT.pdf

³⁹ Hearn, Koc, Piesse et Thirtle « *A Preliminary Analysis of European Assistance to Agriculture in Sub-Saharan Africa* »

En 2005, une étude du Humanitarian Policy Group (HPG), intitulée « *Diversity in Donorship: The Changing Landscape of Official Humanitarian Aid* », se penche sur la diversité grandissante des donateurs face aux crises humanitaires⁴⁰. D'une dizaine de donateurs gouvernementaux il y a à peine plus de dix ans, les interventions humanitaires englobent souvent aujourd'hui 50 ou 60 gouvernements donateurs [...]. Via l'adhésion au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les gouvernements occidentaux semblent dominer les débats publics sur la direction, les objectifs, les principes et la méthodologie de l'aide. L'ouvrage soulignait cependant que les pays membres du CAD ne représentent pas la totalité de l'aide, et ne sont pas forcément les donateurs les plus importants. Les contributions des donateurs non-CAD n'ont cessé d'augmenter ces dernières années. L'Arabie saoudite, les EAU, le Koweït et le Qatar représentaient 64 % de l'aide totale non-CAD durant la période 2000-2008. En dépit de l'augmentation de l'aide humanitaire totale, les donateurs non-CAD ne représentent toujours qu'un pourcentage limité des flux humanitaires de donateurs officiels. En pourcentage, les contributions hors CAD en 2008 représentaient 12 % de l'aide humanitaire officielle totale. Cette importance financière comparativement mineure n'implique pas nécessairement un manque d'influence sur les interventions humanitaires. Ainsi, si la contribution de la Chine (non-CAD) au Darfour a été très limitée, son influence politique, au niveau bilatéral et sur les actions de la communauté internationale au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, a été considérable. Ces activités ne correspondent souvent pas à la définition de l'APD de l'OCDE, car elles allient aide concessionnelle et non concessionnelle souvent non libérée.⁴¹ Les grandes fondations caritatives gagnent en importance en tant que sources de financement du développement.

4.5. Mobilisation des ressources budgétaires

Face aux prix alimentaires élevés, de nombreux instruments politiques, qu'ils ciblent le commerce (notamment la diminution des taxes d'importation), la consommation (notamment la diminution des taxes et des droits de douane sur l'alimentation, les subsides alimentaires et les filets de sécurité) ou la production (notamment les programmes de subsides et de production), nécessiteront davantage de ressources budgétaires. Par conséquent, ces ressources devront être réallouées à partir d'autres utilisations (avec des implications sur d'autres fonctions de l'État) ou le déficit budgétaire pourra augmenter.

L'augmentation des revenus budgétaires pourrait être envisagée dans les pays relativement riches (disposant de ressources pétrolières ou minérales ou d'une industrie ou de services forts) et dont les flux financiers sont importants. Une mesure déjà en pratique dans certains pays émergents (Brésil) est l'imposition d'une taxe très légère sur les transactions financières.

Renforcement des revenus fiscaux

Les recettes fiscales et douanières représentent une source de financement majeure pour les dépenses gouvernementales. Un système de recettes fiscales efficace est essentiel au bien-être de tout pays. Les recettes nécessaires doivent être collectées en temps et en heure et les prérogatives de mise en œuvre de l'administration fiscale doivent être judicieusement appliquées de manière équitable. L'administration fiscale doit fournir un cadre équitable aux entreprises en garantissant que tous les contribuables rentrent leur déclaration et s'acquittent de leurs impôts. Cela requiert des efforts significatifs afin de lutter contre l'économie souterraine. Il faut donc augmenter la base imposable. Il s'agit d'un enjeu significatif pour les économies en développement.⁴²

L'Afrique est en particulier confrontée à trois types d'obstacles en matière de mobilisation des ressources publiques. Tout d'abord, les obstacles structurels transversaux : un niveau élevé d'informalité, un manque de légitimité fiscale et des contraintes administratives importantes, ainsi qu'un soutien insuffisant des donateurs. Ensuite, la base imposable existante est fragile et érodée par des préférences fiscales excessives, une taxation inefficace des activités d'extraction et une incapacité à lutter contre l'utilisation abusive des prix de transfert par les multinationales. Enfin, la taxation de nombreux pays africains n'est pas équilibrée. Ces pays dépendent donc trop d'une base imposable limitée pour générer des revenus étatiques.

⁴⁰ Adele Harmer et Lin Cotterrell, « *Diversity in Donorship : The Changing Landscape of Official Humanitarian Aid* », rapport n°20 du HPG (Londres : ODI, 2005).

<http://www.odi.org.uk/programmes/humanitarian-policy-group/focus-humanitarian-aid-system.asp>

⁴¹ Voir Richard Manning (2006), « *Will Emerging Donors Change the Face of International Cooperation ?* », OCDE-CAD

⁴² Lewis Baurer, « *Tax Administrations and Small and Medium Enterprises in Developing Countries* »,

IFC : [http://www.ifc.org/ifcext/sme.nsf/AttachmentsByTitle/BEE+SME+Taxation/\\$FILE/SME+Taxation+Toolkit.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/sme.nsf/AttachmentsByTitle/BEE+SME+Taxation/$FILE/SME+Taxation+Toolkit.pdf)

De plus, certaines parties prenantes sont surreprésentées dans cette base. En effet, l'absence de cadastres urbains et de recensements démographiques entrave grandement la collecte des impôts fonciers par les administrations africaines, en plus des difficultés de perception auprès de l'élite. En outre, les revenus fiscaux commerciaux sont entravés par les accords de libéralisation commerciale.

Cependant, à court terme, les stratégies en faveur d'une fiscalité plus efficace et équitable en Afrique consistent généralement à élargir autant que possible l'assiette fiscale existante. Parmi ces options politiques, citons la suppression des avantages fiscaux, la lutte contre l'utilisation abusive de la technique des prix de transfert par les multinationales, ainsi qu'une fiscalité des industries extractives plus équitable et plus transparente. La communauté internationale doit jouer un rôle central dans le renforcement des capacités administratives et les partenaires du Sud doivent développer des possibilités d'apprentissage mutuel.

À long terme, les limites de capacités des administrations fiscales africaines doivent être repoussées afin de générer des options politiques et des recettes fiscales via une assiette fiscale plus équilibrée. Il est en effet nécessaire d'imposer de nouveaux contribuables potentiels.⁴³

4.6. Investir dans la recherche et l'innovation technologique

Il peut également être instructif de se pencher sur les causes des augmentations de prix récentes. Du côté de l'offre, le lien entre les pénuries de production et de rendement et le changement climatique peut être exploré plus avant. L'investissement dans la R&D, le transfert technologique et les services d'extension, en particulier dans les économies moins développées, pourrait faire augmenter grandement la productivité et la production. L'utilisation de modifications génétiques (OGM) est également un potentiel qui pourrait être davantage exploité, afin d'améliorer la productivité, de renforcer les attributs des cultures destinées à une utilisation alimentaire ou non et de renforcer la résistance des cultures à des stress tels que la sécheresse. Du côté de la demande, il convient de s'intéresser de près aux politiques encourageant le renforcement de la production et de l'utilisation des *biocarburants*. À ce jour, l'analyse de l'OCDE/AIE suggère que la sécurité énergétique et les bénéfices environnementaux et économiques de la production de biocarburants issus de stocks de produits agricoles (de première génération) sont modestes et peu susceptibles d'être obtenus via les politiques actuelles. Des approches alternatives (telles que l'encouragement de la réduction de la demande énergétique et des émissions de GES, la libéralisation du commerce de biocarburants et l'accélération de l'introduction de technologies de production de deuxième génération non dépendantes des stocks alimentaires actuels) offrent des avantages potentiellement plus grands sans impact indésirable sur les prix alimentaires.

Face à la croissance de la demande et à la rareté des ressources, l'industrie agricole doit produire plus de nourriture de meilleure qualité avec moins de ressources. Au niveau mondial, l'hectare moyen de terre arable faisait vivre 2,4 personnes en 1960, 4,5 en 2005 et, selon certaines estimations⁴⁴, plus de 6 d'ici à 2050. Mais le taux de croissance de la productivité agricole est en déclin : de 2,3 % par an depuis 1961 à 1,5 % jusqu'en 2030 et potentiellement 0,9 % entre 2030 et 2050.

Les technologies de l'information et des communications sont de plus en plus utilisées dans l'agriculture à grande échelle afin d'adapter la densité de l'ensemencement et l'utilisation des produits chimiques et de l'eau. L'agriculture de précision s'appuie sur les systèmes de positionnement mondial (GPS), des émetteurs et parfois des images aériennes afin de comprendre la variabilité sur le terrain. Cela bénéficie aux rendements, aux coûts et à l'environnement. Toutefois, les téléphones portables moins perfectionnés sont également très utiles afin d'accéder aisément à l'information sur les prix des intrants, les conditions environnementales ou la météo, ce qui contribue également à réduire les coûts et à augmenter les rendements.

⁴³ Gregory De Paepe, analyste politique pour l'Europe, OCDE, <http://brusselsbriefings-videos.net/100915/EN/13/>

⁴⁴ IASSTD (2009)

4.7. Soutenir les petits agriculteurs

Les systèmes alimentaires modernes évoluent de plus en plus rapidement vers une structure très concentrée⁴⁵. L'avantage comparatif des petits agriculteurs, en ce qui concerne la productivité de la main-d'œuvre et des terres, peut être limité par les coûts sur des marchés à concentration industrielle très importante et par les nouvelles formes de gouvernance du secteur privé (normes privées et volontaires). Une concentration excessive au sein des marchés d'intrants (tels que les semences et l'agrochimie) et de production (commerce, transformation, fabrication et vente) peut être défavorable aux petits producteurs des pays pauvres en créant des obstacles à l'entrée sur le marché ou en limitant leur accès au commerce. Cette concentration est particulièrement claire dans certaines chaînes alimentaires mondialisées (trois ou quatre entreprises contrôlent 40 % à 80 % du commerce mondial de café, de thé et de cacao).⁴⁶

Motivées par les bénéfices des économies d'échelle et de la mondialisation de la chaîne alimentaire, les multinationales dominent de plus en plus le secteur alimentaire sur la chaîne de valeur. Les chaînes d'approvisionnement nationales, régionales et mondiales sont profondément touchées et font l'impasse sur les marchés traditionnels où les petits agriculteurs vendent aux marchés et aux négociants locaux. Les supermarchés contrôlent 60 % à 70 % des ventes de nourriture en Argentine et au Brésil et s'étendent rapidement en Chine, en Inde et en Afrique urbaine. Les détaillants indépendants continuent à dominer le marché au Viêt Nam (85 % des ventes au détail) et en Inde (77 % des ventes au détail).⁴⁷ La consolidation sur la chaîne de valeur a concentré le poids et l'influence sur le marché des grandes corporations internationales, altérant les possibilités des petits producteurs. Des perspectives et un accès au marché meilleurs supposent également de nouvelles obligations en termes de sécurité alimentaire et de normes de qualité. Alors qu'il s'agit d'une conséquence positive pour les consommateurs, cela peut parfois entraver l'accès des petits producteurs agricoles, en particulier dans les pays en développement, jusqu'à leur organisation (en coopératives ou en partenariats publics-privés).

Meilleure gestion des risques pour les agriculteurs

Alors que la formation libre et transparente des prix est reconnue comme une « condition essentielle » du fonctionnement des marchés et que de nombreux pays développés utilisent depuis longtemps des mesures de contrôle des prix afin de subventionner leurs producteurs, ces mesures peuvent également empêcher les agriculteurs de répondre aux signaux des consommateurs et générer une distorsion du commerce et de la production.

Le renforcement de l'importance des mesures de protection contre les risques est nécessaire afin de faire face à la volatilité des prix (via des instruments tels que des systèmes d'assurance pour les agriculteurs ou les filets de sécurité sociale). La Commission européenne a récemment annoncé qu'elle envisageait la création d'une nouvelle « boîte à outils de gestion des risques » pour la politique agricole post-2013 de l'Union, allant d'un outil de stabilisation des revenus de l'OMC compatible avec la boîte verte au renforcement du soutien aux instruments d'assurance et aux fonds mutuels.

⁴⁵ « *Concentration in food supply and retail chains*, DFID-IIED », 2004, <http://dfid-agriculture-consultation.nri.org/summaries/wp13.pdf>

⁴⁶ « *Addressing concentration in food supply chains* », Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20101201_briefing-note-03_en.pdf

⁴⁷ Euromonitor (2007).

5. Nouvelles formes de gouvernance alimentaire :

L'agriculture est une affaire complexe qui ne se limite pas à la production de marchandises mais qui est aussi en lien étroit avec les sociétés et les cultures, et dont l'application doit être coordonnée au niveau national⁴⁸.

Réponse à la crise : changement de direction ?

Les réponses des pays en développement à la crise de la sécurité alimentaire semblent être en opposition avec l'orientation politique de la plupart d'entre eux ces dernières décennies du fait de la mise en œuvre du consensus de Washington soutenu par les institutions Bretton Woods. Cette période a été caractérisée par une dépendance grandissante au marché, à la fois national et international, sous prétexte qu'elle renforcerait l'efficacité de l'allocation des ressources, et par l'utilisation des prix mondiaux comme référence de l'efficacité économique. La disponibilité de nourriture bon marché sur le marché international est l'un des facteurs ayant contribué à la réduction de l'investissement et du soutien à l'agriculture dans les pays en développement (et leurs partenaires de développement), et est souvent invoquée comme l'une des causes de la crise récente. À cette dépendance plus grande des marchés vient également s'ajouter un retrait progressif de l'État du secteur alimentaire et agricole, au motif que le secteur privé était plus efficace d'un point de vue économique.⁴⁹ Par conséquent, plusieurs pays ont décidé de changer d'approche, mettant donc en doute l'orientation de leurs politiques et leurs stratégies de ces dernières dizaines d'années :

- en s'efforçant de distinguer les prix nationaux des prix mondiaux (pays exportateurs) ;
- en passant d'une stratégie basée sur la sécurité alimentaire à une stratégie basée sur l'autosuffisance alimentaire ;
- en s'efforçant de contourner les processus commerciaux internationaux « normaux » en acquérant des terres à l'étranger afin de garantir l'approvisionnement en aliments et en fourrage ou en tentant de conclure des accords commerciaux au niveau régional ;
- en se méfiant du secteur privé (contrôle de prix, lois antithésaurisation, intervention du gouvernement sur les marchés de production et d'intrants).

Ces dernières années, en particulier à l'aube de la flambée des prix alimentaires et de la crise économique et financière mondiale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est devenue un sujet de préoccupation généralisé. On observe un regain d'attention politique envers la sécurité alimentaire et sa gouvernance afin de faire face aux effets des crises mais surtout, à long terme, aux facteurs structurels contribuant à la famine, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. L'engagement financier en faveur du renforcement des ressources dévolues à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays les plus nécessiteux, a été renouvelé. Une série d'efforts nationaux et régionaux (politiques et programmes) ont été développés via un processus participatif afin de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux national et sous-national, ainsi qu'un cadre politique décisif pour la croissance de l'agriculture. Des réponses régionales et sous-régionales existantes et émergentes (telles que le NEPAD/CAADP et le programme « Sin hambre » en Amérique latine) promeuvent l'intégration, la cohérence et l'harmonisation des efforts nationaux. La volonté d'améliorer la cohérence des politiques et de leur mise en œuvre est également évidente dans les efforts de coordination des donateurs à travers la déclaration de Paris et l'agenda d'action d'Accra. L'International Alliance against Hunger (IAAH) a été établie à la suite du sommet mondial pour l'alimentation. Cinq ans plus tard, il s'agit d'un mécanisme multisectoriel et à parties prenantes multiples s'inspirant des expériences et renforçant les initiatives au niveau national. En réponse à l'impact dévastateur des prix alimentaires et pétroliers élevés sur la sécurité alimentaire mondiale, l'équipe spéciale de haut niveau des Nations unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire a été créée en avril 2008 afin de promouvoir une réponse complète et unifiée des organes des Nations unies en facilitant la création d'un plan d'action prioritaire et en coordonnant sa mise en œuvre au niveau national.

⁴⁸ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ISFP/pdf_for_site/Country_Response_to_the_Food_Security.pdf

⁴⁹ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ISFP/pdf_for_site/Country_Response_to_the_Food_Security.pdf

5.1. Le droit à l'alimentation en tant que droit humain⁵⁰

En 2008, le droit à une alimentation adéquate a été reconnu comme élément fondamental d'une solution durable face à la crise mondiale de la sécurité alimentaire due à la flambée des prix alimentaires. La raison en est double. D'un côté, la crise a affecté les personnes déjà vulnérables de manière disproportionnée, généralement celles qui dépensent une grande partie de leurs revenus dans l'alimentation. D'un autre côté, il a été largement reconnu qu'une approche ordinaire ne suffirait pas à répondre à la crise. Les approches traditionnelles, portant sur les dimensions techniques de l'insécurité alimentaire en termes d'urgence et d'aspects structurels, devaient être complétées par une dimension supplémentaire de promotion du droit à une alimentation adéquate et de réforme de la gouvernance mondiale et nationale en matière de sécurité alimentaire. Le droit à l'alimentation est également central pour la réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire pour tous de janvier 2009, organisée à Madrid. Dans ses remarques conclusives à la conférence, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, a plaidé pour l'inclusion du droit à l'alimentation comme base d'analyse, d'action et de responsabilisation dans la promotion de la sécurité alimentaire.

Le droit à l'alimentation est avant tout un droit humain de base consacré par le droit international. Chacun jouit d'un droit d'accès permanent aux ressources nécessaires à la production, l'obtention ou l'achat de nourriture en suffisance, non seulement pour échapper à la faim, mais également pour garantir la santé et le bien-être. Le droit à l'alimentation fournit un cadre cohérent aux dimensions essentielles de la gouvernance de la lutte contre la faim et donne la parole à une large gamme de groupes et d'individus concernés. Il pose les principes qui gouvernent les décisions.⁵¹

Garantir le droit à l'alimentation nécessite des politiques publiques cohérentes via les institutions établies afin d'assurer ce droit au niveau national. Cela dépend largement de l'établissement par les politiques sectorielles des conditions nécessaires pour en faire une réalité et de sa compréhension en tant que facteur indivisible et corrélé⁵² à d'autres droits humains. Parmi les aspects les plus importants de cette question, citons la gestion des ressources naturelles, la politique commerciale, l'investissement dans l'agriculture, l'infrastructure et les marchés locaux, la sécurité sociale nationale et les systèmes éducatifs et de services publics. La nature multidimensionnelle du droit à l'alimentation nécessite une mise en œuvre large tenant compte de l'ensemble des politiques liées à l'accès à l'alimentation.

5.2. Renforcer les processus régionaux de gouvernance alimentaire

À côté de la nécessité de disposer de politiques agricoles au niveau national, plusieurs régions se sont efforcées d'améliorer la sécurité alimentaire régionale via la coopération régionale afin de réduire la dépendance aux importations à l'extérieur de la région. Par exemple, en août 2008, la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) a annoncé l'établissement d'une facilité régionale de réserve alimentaire tout en encourageant les États membres à ne pas imposer des restrictions à l'exportation sur le maïs. Le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie envisagent la possibilité de mettre en place un site de fertilisation régionale afin d'éviter les coûts élevés et d'assurer un approvisionnement durable à long terme.

En Afrique, l'UA, via le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (CAADP), a développé activement depuis plusieurs années une politique permettant de faire face aux problèmes profonds et de longue date de sécurité alimentaire. Le CAADP constitue un cadre de stimulation et d'orientation du développement de politiques alimentaires nationales et sous-régionales. Les Communautés économiques régionales (CER) sont chargées de promouvoir et de mettre en œuvre le cadre continental au niveau des pays et des sous-régions.

La branche ouest-africaine du CAADP et du NEPAD est la politique agricole (ECOWAP) de la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest (CEDEAO), qui se concentre sur la réduction de l'insécurité alimentaire.

⁵⁰ <http://www.srfood.org/index.php/en/right-to-food>

⁵¹ FAO, « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde — Crises économiques, répercussions et enseignements »,

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/i0876f/i0876f.pdf>

⁵² La déclaration de Vienne et son plan d'action ont été adoptés dans le contexte de la conférence mondiale sur les droits de l'homme, organisée entre le 14 et le 25 juin 1993, qui a établi que « Les droits de l'homme sont universels, indivisibles et interdépendants et interreliés ». Elle déclare également que « la communauté internationale doit traiter les droits de l'homme globalement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité en leur accordant la même importance. S'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse, il est du devoir des États, quel qu'en soit le système politique, économique et culturel, de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales ». Voir A/CONF.157/23.

Dans le cadre fixé par la politique, une commission de la CEDEAO soutient les États membres dans le développement de programmes nationaux d'investissement agricole et prépare des tables rondes pour l'adoption de « compacts » impliquant l'ensemble des parties prenantes dans un partenariat pour une mise en œuvre coordonnée. Les agences du groupe d'intervention de haut niveau ont participé activement, avec d'autres partenaires techniques, à la collaboration et à l'alignement dans le cadre de l'ECOWAP. La CEDEAO développe également des programmes régionaux d'investissement. Plutôt que la somme des programmes nationaux, ils se focalisent sur l'investissement régional nécessaire afin d'encourager les efforts nationaux et de faire face à des questions régionales spécifiques. Cela concerne par exemple la levée des barrières commerciales intrarégionales, le renforcement des chaînes de valeur régionales, l'harmonisation des systèmes d'information et la coordination des systèmes de suivi pour les urgences alimentaires.

Davantage d'échanges Sud-Sud

Avec l'affaiblissement des économies des pays industrialisés et l'émergence de nouveaux pouvoirs économiques dotés de capacités ou de besoins de production alimentaire importants, la tendance en faveur du développement des relations sud-sud s'accélère. De plus, les relations commerciales et d'investissement entre les pays en développement représentent une part grandissante des totaux mondiaux. Le consensus de Séoul sur le développement du G20 (une première pour ce groupe, sous l'égide d'un pays non-membre du G8) est un premier pas vers des systèmes de gouvernance plus inclusifs.

Les pays développés dominent toujours les exportations agricoles mondiales mais les pays à revenus moyens gagnent du terrain. L'Amérique latine, en particulier, s'impose comme un exportateur agricole net de poids et à croissance rapide (voir graphique 27). L'épicentre de l'agriculture mondiale devrait s'éloigner de plus en plus de l'OCDE vers les pays en développement. La consommation et la production croissent plus rapidement dans les pays en développement pour tous les produits sauf le blé. D'ici à 2017, ces pays devraient dominer la production et la consommation de la plupart des produits alimentaires, à l'exception des céréales brutes, du fromage et de la poudre de lait écrémé (FAO, 2008).

5.3. Autosuffisance alimentaire

Plusieurs pays, notamment la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et le Sénégal, ont intégré l'autosuffisance alimentaire dans leur réponse stratégique aux prix alimentaires élevés. Par exemple, le gouvernement des Philippines, plus grand importateur de riz au monde, a déclaré souhaiter parvenir à une autosuffisance de 98 % du riz en 2010. Il s'agit clairement d'un changement d'orientation politique, de la sécurité à l'autosuffisance alimentaire.

De même, le Président indonésien a récemment déclaré que le pays devait devenir autosuffisant, la production alimentaire mondiale ayant été selon lui compromise par la crise alimentaire récente. L'autosuffisance alimentaire doit être obtenue en renforçant la subvention des semences, des fertilisants et des prêts aux agriculteurs.

Le Sénégal consomme environ 800 000 tonnes de riz par an, dont presque 80 % sont importées, ce qui fait de cette nation l'un des dix plus grands importateurs au monde. Il s'agit de l'un des pays les plus frappés par la crise, qui a connu des émeutes massives durant les derniers mois. Son président a donc dévoilé un plan agricole ambitieux baptisé « grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance » (GOANA), qui vise à rendre le Sénégal autosuffisant en aliments de base, en particulier le riz. La crise alimentaire a également suscité un regain d'attention pour la production alimentaire nationale de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui dépendent largement des importations alimentaires. Ainsi, la Colombie, qui importe 60 % de son maïs (3,4 millions de tonnes) et 96 % de son blé (1,4 million de tonnes), a commencé à soutenir ses agriculteurs via des crédits pour la production de maïs et de blé.

Une focalisation trop importante sur des cultures d'exportation telles que le café, la banane, les fruits tropicaux et le bœuf est considérée comme négative pour la sécurité alimentaire du pays. On appelle également à l'expansion des cultures alimentaires, à la levée des subsides et des incitants énormes aux biocarburants et à la réduction des zones d'exploitations d'élevage de bétail afin de rendre la Colombie non seulement autosuffisante au niveau alimentaire mais également générer des excédents pour l'exportation. Au Honduras, le président a lancé un plan pour l'approvisionnement de céréales de base et l'engagement en faveur d'une production technologique (BTP) afin de produire suffisamment de céréales de base cette année (2008) pour nourrir la population de 7,3 millions de personnes. Certains intrants de base seront fournis sous la forme de crédits agricoles à des taux d'intérêt bas (9 % au lieu de 24 %) pour les semences, les technologies, etc.

La politique encourageant l'importation de riz des États-Unis (dès le début des années 1990) en tant qu'alternative bon marché au Honduras est à présent considérée comme indésirable car elle a poussé les cultivateurs de riz à la faillite.⁵³

5.4. Amélioration de la réglementation des marchés de produits : source de différences

Le Président français a appelé à une meilleure réglementation des marchés de produits. Le commissaire européen chargé de l'agriculture, Dacian Cioloș, a déclaré qu'une plus grande transparence dans les informations sur le commerce de produits agricoles pourrait aider à éliminer ceux qui ne mènent à rien ces transactions qu'à des fins de spéculation et de profit à court terme.

Spéculation et prix alimentaires

La spéculation des produits à terme augmente-t-elle la volatilité des prix sur les marchés alimentaires ? Certains économistes affirment le contraire et suggèrent que les marchés à terme ont un effet stabilisant car les négociants se contentent de réagir à des signaux de prix qui dépendent au final des fondamentaux du marché. La spéculation irait ainsi jusqu'à accélérer le processus de recherche d'un prix d'équilibre. Cependant, cette théorie ne fait peut-être pas le poids face à des investisseurs qui suivent les tendances ou qui détiennent le pouvoir sur le marché. Ainsi, à court terme un investisseur pourrait être attiré par les possibilités offertes par la tendance à la hausse des prix des produits, même si ce développement ne s'appuie peut-être pas sur des données fondamentales. Ces investissements spéculatifs pourraient renforcer la tendance et détourner encore davantage les prix à terme de leur véritable équilibre, en particulier si de nombreux investisseurs suivent le mouvement (« comportement grégaire ») ou s'ils investissent des fonds suffisants pour influencer le marché.

Les fonds d'indice sont un exemple de ces investisseurs puissants. Ils sont devenus des acteurs centraux sur le marché et disposent d'environ 25 % à 35 % de l'ensemble des contrats agricoles à terme. En plus d'investir des sommes importantes, ils détiennent également des contrats à terme pour des périodes prolongées. Certains observateurs suggèrent que ce comportement commercial les rend moins susceptibles de réagir aux évolutions majeures du marché.

Les preuves empiriques ne sont concluantes ni pour une hypothèse, ni pour l'autre. Pour chaque étude concluant à un impact positif, il en existe une autre qui affirme le contraire. En effet, plusieurs raisons laissent à penser que la spéculation n'est pas le principal moteur de la flambée des prix alimentaires.⁵⁴ D'une part, la volatilité des prix est également élevée pour les produits sans marchés à terme ou pour lesquels ces marchés ne sont pas importants (tels que l'acier et le riz). Par ailleurs, la demande excédentaire sur les marchés à terme qui fonctionnent bien peut être aisément satisfaite par un approvisionnement suffisant (notamment via de nouveaux contrats à terme), l'effet de la spéculation sur le prix d'équilibre étant relativement limité et éphémère par rapport aux fluctuations des prix d'un actif physique où l'approvisionnement peut être moins élastique, voire fixe.

Quels types de réglementations ?

Les analyses et les données disponibles suggèrent que le commerce sur les marchés à terme ne peut amplifier que la volatilité à court terme. Au final, les prix d'équilibre à plus long terme sont cependant déterminés sur les marchés au comptant où l'achat et la vente de produits physiques reflètent les forces fondamentales de l'offre et de la demande.

Les efforts pour réduire la spéculation sur les marchés à terme pourraient même avoir des conséquences inattendues. Les mécanismes d'intervention sur ces marchés, si le prix diffère du prix d'équilibre déterminé par les aspects essentiels du marché (dont le niveau lui-même peut être difficile à déterminer), peuvent dissuader les spéculateurs de négocier et diminuent donc la liquidité sur le marché à des fins d'opérations de couverture. Les propositions de fonds international visant à réagir aux flambées des prix sur les marchés à terme ne pourraient donc pas être la meilleure solution. De plus, un tel fonds nécessiterait des ressources exorbitantes pour lutter efficacement contre la spéculation.

Les mesures réglementaires devraient plutôt viser avant tout à renforcer la confiance dans le bon fonctionnement du marché, notamment en améliorant la transparence et les informations disponibles sur le commerce à terme. Par ailleurs, tout comportement suspicieux (notamment les négociants qui demandent la permission d'investir au-delà des limites de leur position spéculative) devrait être investigué en profondeur, comme c'est déjà le cas avec l'organe de supervision des marchés à terme aux États-Unis.

⁵³ International Rice Research Institute (IRRI), « Countries make plans to ramp up food output », 15 mai 2008.

⁵⁴ <http://www.fao.org/docrep/012/al296e/al296e00.pdf>

En août 2009, l'agence a levé les exemptions pour deux entreprises négociantes à terme de maïs, de blé et de soja. Les produits à terme font à présent partie intégrante des marchés alimentaires et jouent un rôle clé pour de nombreux participants à ces marchés. Une réglementation adéquate devrait améliorer et non interdire le commerce spéculatif afin de stimuler les performances du marché.⁵⁵

Selon la FAO, il faut réglementer un minimum les marchés de produits à terme mais de manière prudente et sans imposer des limites strictes ou interdire purement et simplement ce commerce. Le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a averti qu'il n'existait pas encore de consensus sur le rôle de la spéculation dans la flambée des prix et a appelé à tenir compte du rôle des restrictions à l'exportation dans l'exacerbation des pénuries alimentaires. Certains analystes considèrent en effet qu'il s'agit de la cause principale de l'augmentation des prix alimentaires de 2008 de certains produits de base les plus essentiels.⁵⁶ Le mauvais temps, aggravé par des mesures politiques telles que les interdictions de l'exportation, est à l'origine des flambées des prix récentes. Il a également appelé les pays à envisager une exemption des interdictions à l'exportation pour l'aide alimentaire humanitaire. Un accord à Doha réduirait grandement les subventions dans les pays riches, qui paralysent la capacité de production du monde en développement, voire excluent certains produits du marché.

Vers des marchés alimentaires mondiaux et locaux durables

Les options politiques en faveur de la sécurité alimentaire appellent des approches multiples. Des stratégies de protection sociale devraient être conçues afin d'atténuer le choc actuel pour les plus vulnérables, de jeter les bases d'une relance durable et d'éviter à l'avenir les impacts négatifs. Un facteur important de la lutte contre la faim dans le monde est la réduction de l'inégalité des genres, étant démontré que plus l'alphabétisation et l'accès des femmes à l'éducation sont faibles, plus la faim est grande. On pourrait également envisager la constitution de réserves alimentaires et d'une réserve céréalière mondiale minimale, le développement de cultures à valeur élevée et sous-utilisées, le renforcement des marchés locaux et l'amélioration de la sécurité et de la qualité alimentaires. Les chocs de prix et les événements météorologiques extrêmes appellent à un système mondial de surveillance et d'intervention afin de prédire efficacement les pénuries alimentaires majeures. Étant donné le lien étroit entre production locale et insécurité alimentaire, des investissements dans le secteur et la recherche agricoles augmentant la disponibilité de nourriture et renforçant la flexibilité du système de production alimentaire auront un impact positif immédiat sur les régions en situation d'insécurité alimentaire (les montants dépensés en recherche et en développement agricoles ont connu un déclin sévère de plus de 50 % ces dix dernières années). Parmi les approches commerciales bénéficiant aux pays en développement, citons la levée des obstacles pour les produits pour lesquels ces pays ont un avantage comparatif ; la réduction des droits de douane pour les marchandises transformées ; un accès préférentiel plus large aux marchés pour les pays les moins développés ; et une flexibilité permettant aux pays en développement de désigner des « produits spéciaux » essentiels à la sécurité alimentaire, à la subsistance et au développement⁵⁷.

⁵⁵ <http://www.fao.org/docrep/012/al296e/al296e00.pdf>

⁵⁶ <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/99595/>

⁵⁷ Évaluation internationale des connaissances agricoles, des sciences et des technologies pour le développement (IAATSD), rapport de synthèse, 2009
[http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20\(English\).pdf](http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20(English).pdf).

Ressources disponibles en ligne (Anglais et Français)

En italique les documents en français

Banque Mondiale

Anderson, Kym; Nelgen, Signe, Trade Restrictions in Food Markets Create Greater Instability in International Food Prices, Policy Research working paper , 2010

http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2010/12/22/000158349_20101222134538/Rendered/PDF/WPS5511.pdf

Commission européenne

Issues paper, Towards a EU policy framework to assist developing countries addressing agriculture and food security challenges, November 2009

http://ec.europa.eu/development/icenter/files/europa_only/CONS_EU_policy_framework_food_security_20091113_en.pdf

Document d'analyse. Vers un cadre politique communautaire pour appuyer les efforts des pays en développement pour répondre aux défis de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

http://ec.europa.eu/development/icenter/files/europa_only/CONS_EU_policy_framework_food_security_20091113_fr.pdf

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 24 juillet 2007 - Faire progresser l'agriculture africaine - Proposition de coopération aux niveaux continental et régional pour le développement agricole en Afrique, 24 juillet 2007, COM(2007) 440

http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_PDF_COM_2007_0440_F_FR_AFRICAN_AGRICULTURE.pdf

Communication from the Commission to the Council and the European Parliament of 24 July 2007 – Advancing African Agriculture – Proposal for continental and regional level cooperation on agricultural development in Africa COM(2007) 440

http://europa.eu/legislation_summaries/development/sectoral_development_policies/r13014_en.htm

Communication from the Commission to the Council and the European Parliament - An EU policy framework to assist developing countries in addressing food security challenges - SEC (2010) 379

http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_PDF_COM_2010_0127_EN.PDF

Communication de la Commission sur les orientations de l'UE visant à soutenir l'élaboration de la politique foncière et les processus de réforme de cette politique dans les pays en développement - Conclusions du Conseil, doc. 16134/04, 2004

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/04/st16/st16134.fr04.pdf>

EU Task Force on Land Tenure – EU Land Policy guidelines, Guidelines for support to land policy design and land policy reform processes in developing countries

http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/B2_EU_Land_Guidelines_Final_12_2004_en.pdf

DFID

Agriculture and Natural Resources Team, August 2004. *Concentration in food supply and retail chains*. UK Department for International Development (DFID), London, 26 p.
<http://dfid-agriculture-consultation.nri.org/summaries/wp13.pdf>

FAO

Gender dimensions of agricultural and rural employment: Differentiated pathways out of poverty, 2010. FAO, IFAD, ILO, Rome, p. 226
http://www.ifad.org/pub/gender/agriculture/GRE_WEB.pdf

Organic Agriculture and Carbon Sequestration, Possibilities and constraints for the consideration of organic agriculture within carbon accounting systems, 2009. Natural Resources Management and Environment Department, FAO.
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ak998e/ak998e00.pdf>

Biofuels: prospects, risks and opportunities – The State of Food and Agriculture, 2008
<http://www.fao.org/publications/sofa-2008/en/>

Climate change and land tenure. The implications of climate change for land tenure and land policy, 2008. FAO Land Tenure Working Paper n. 2.
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/aj332e/aj332e00.pdf>

High food prices: Impact and recommendations. Paper prepared by FAO, IFAD and WFP for the meeting of the Chief Executives Board for Coordination on 28-29 April 2008, Berne, Switzerland.
<http://www.ifad.org/operations/food/ceb.htm>

Cotula L., Dyer N. & Vermeulens., 2008. Fuelling exclusion?. IIED, p.82
<http://www.iied.org/pubs/pdfs/12551IIED.pdf>

The State of Food and Agriculture ,2009
<http://www.fao.org/publications/sofa/en/>

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture,2009
<http://www.fao.org/publications/sofa/fr/>

World Food and Agriculture in Review
<http://www.fao.org/docrep/012/i0680e/i0680e07.pdf>

Success stories in agricultural production and food security, 2009
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/pathways.pdf

FMI

World Economic Outlook,2008. International Monetary Found.
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2008/01/pdf/c5.pdf>

Global Risk Network

Global Risks 2010, Warnings of the long shadow of the financial crisis. January 2010. World Economic Forum, Geneva, p.52
http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalRisks_Report_2010.pdf

OCDE

Water in agriculture: Improving resource management, March 2010. Observer n°278.
<http://www.oecdoobserver.org/news/fullstory.php/aid/3217/>

Rising Food Prices: Causes and Consequences. 2008
<http://www.oecd.org/dataoecd/54/42/40847088.pdf>

Water and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies, Conclusions and recommendations. 2006.
<http://www.oecd.org/dataoecd/19/1/36290097.pdf>

NATIONS UNIES

De Schutter O., Addressing Concentration in Food Supply Chains. Briefing note 03, December 2010. United Nations special rapporteur on the right to food, p 10.
<http://www.srfood.org/index.php/en/component/content/article/1024-briefing-note-addressing-concentration-in-food-supply-chains>

High-Level Task Force on the Global Food Security Crisis, Comprehensive Framework for Action, July 2008. UN, p.58.
<http://www.un.org/issues/food/taskforce/Documentation/CFA%20Web.pdf>

Population, Environment and Development, 2001. The Concise Report.
<http://www.un.org/esa/population/publications/concise2001/C2001English.pdf>

Population Division, World Population Monitoring, 2001
<http://www.un.org/esa/population/publications/wpm/wpm2001.pdf>

UNICEF

Isabel Ortiz, Jingqing Jai, Matthew Cummins, Escalating Food prices: the threat to poor households and policies to safeguard a recovery for all, Unicef, February 2011.
http://www.unicef.org/socialpolicy/files/Escalating_Food_Prices.pdf

Instituts de Recherche

CIRAD

N. Bricas., Sécurité alimentaire : une nouvelle hausse des prix à suivre de près Cirad, 2011
<http://www.cirad.fr/media/documents/actualites-doc/les-risques-de-crise-lies-a-la-nouvelle-hausse-des-prix-internationaux-note-de-n.-bricas-28-01-2011>

IIASTD

International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development, Agriculture at a Crossroads - Executive Summary. 2008. Washington DC, p.36
[http://www.agassessment.org/reports/IIASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Executive%20Summary%20of%20the%20Synthesis%20Report%20\(English\).pdf](http://www.agassessment.org/reports/IIASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Executive%20Summary%20of%20the%20Synthesis%20Report%20(English).pdf)

IFPRI

Headey D & Fan S., Reflection on the Global Food Crisis. International Food Policy Research Institute, Washington DC, 2010. p.42
<http://www.ifpri.org/publication/reflections-global-food-crisis>

Steven Haggblade and Peter B. R. Hazell, Successes in African Agriculture, IFPRI Issue Brief 63 • May 2010
<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ib63.pdf>

Van Brown J., Food and Financial Crises - Implications for Agriculture and the Poor, IFPRI Food Policy Report N° 20, December 2008 p. 27.
<http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr20.pdf>

Van Brown J., Pandya-Lorch R., The poorest and hungry : Assessments, analyses, and actions, 2009
<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc63.pdf>

Imperial college

The Montpellier Panel Report - *Africa and Europe: Partnerships for Agricultural Development*
<http://workspace.imperial.ac.uk/africanagriculturaldevelopment/Public/Final%20Panel%20Report.pdf>

IWMI

International Water Management Institute, Water for Food, Water for Life, a Comprehensive assessment of Water Management in Agriculture, 2007.
http://www.fao.org/nr/water/docs/Summary_SynthesisBook.pdf

Momagri, La volatilité des marchés agricoles : un danger pour la sécurité alimentaire mondiale, 2009
http://www.euractiv.com/29/images/4pages_momagri_BD_tcm29-183220.pdf

De Schutter O., Crisis into Opportunity: Reinforcing Multilateralism Background document to the second report on the global food crisis, 2009
<http://www2.ohchr.org/english/issues/food/docs/SRRTFsecondglobalfoodcrisisnote.pdf>

ODI

Compton J., Wiggings S. & Keats S., Impact of the global food crisis on the poor: what is the evidence? November 2010. Overseas Development Institute, London, 110 p.
<http://www.odi.org.uk/resources/download/5187.pdf>

The Government Office for Science- London

Foresight. The Future of Food and Farming (2011), Final Project Report.
<http://www.bis.gov.uk/assets/bispartners/foresight/docs/food-and-farming/11-546-future-of-food-and-farming-report.pdf>

USAID

Responds to Global Food Crisis
http://www.usaid.gov/our_work/humanitarian_assistance/foodcrisis/

Situation Report N°1, 2009
http://www.usaid.gov/our_work/humanitarian_assistance/foodcrisis/documents/052209_foodcrisis_sr1.pdf

AUTRES

Grimm S., Humphrey J., Lundsgaard E. and John de Sousa S-L., Challenges by New Actors in International Development, European development Cooperation to 2020.n°4, May 2009.
http://www.edc2020.eu/fileadmin/Textdateien/EDC2020_WP4_Webversion.pdf

Schepf R., Energy Use in Agriculture: Background and Issues, Congressional Research Service – CRS, Report for Congress, 2004, p 44.

<http://www.nationalaglawcenter.org/assets/crs/RL32677.pdf>

Grema Managing Food Price Volatility for Food Security and Development. CIRAD – GRET – IRAM, November 2011. p.54

http://www.csabe.org/IMG/pdf_Managing_Food_Price_Volatility_for_Food_Security_and_development.pdf

Groupe ESA, *Les défis de l'agriculture mondiale au XXI^e siècle*. École Supérieure d'Agriculture d'Angers – October 2009, p.320.

<http://www.groupe-esa.com/article1248.html>

Analyse du GISA : une nouvelle crise alimentaire en 2011 ? Groupement interministériel sur la sécurité alimentaire (GISA), Février 2011

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf_GISA_Note_crise_alimentaire_24fev2011.pdf

Articles

The Montpellier Panel Report - Africa and Europe: Partnerships for Agricultural Development, Imperial College, October 2010, p 16.

<http://workspace.imperial.ac.uk/africanagriculturaldevelopment/Public/Final%20Panel%20Report.pdf>

Brown Lester R. The Geopolitics of Food Scarcity. 2008, International Politic Global Edition

<http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,606937,00.html>

Cincotta R., Engelman R., and Anastasion D. The Security Demographic. Population and civil conflict after the Cold War. 2003. Population Action International

http://www.populationaction.org/Publications/Reports/The_Security_Demographic/The_Security_Demographic_Population_and_Civil_Conflict_After_the_Cold_War.pdf

Godfray C; & others, The future of the global food system. The Royal Society – Biological Sciences, n°365, 2010, p. 2769–2777.

<http://rstb.royalsocietypublishing.org/content/365/1554/2769.full.pdf+html>

Latham M. C., Professor of International Nutrition, Human Nutrition in a Developing World. Cornell University. 1997.

<http://www.fao.org/docrep/w0073e/w0073e00.htm#TopOfPage>

Meyerson A.B. F. Population Growth and Deforestation: A Critical and Complex Relationship. PRB-Population References Bureau.

<http://www.prb.org/Articles/2004/PopulationGrowthandDeforestationACriticalandComplexRelationship.aspx>

The Financial Times. Food Commodity Prices to Rise

<http://www.ft.com/cms/s/0/68f8d2b8-77d3-11df-82c3-00144feabdc0.html#axzz1BxRFQIMT>

Van De Looy J., Africa and China : A Strategic Partnership ? Evert Vermeer Stichting at the Haagse Hogeschool, 2006, The Hague.

<http://www.ascleiden.nl/pdf/wp67.pdf>

Autres Publications, conférences et rapports

Boris J-P., 2005. Commerce inéquitable – Le roman noir des matières premières. Hachette littérature.

Brunel S., 2009. Nourrir le monde – Vaincre la faim. Larousse

National Intelligence Council-, Global Trends 2025: November 2008, USA. World. US Government Printing Office, Washington DC, p.120

www.dni.gov/nic/NIC_2025_project.html

Singh H. V., The International Trade System and Agricultural Price Volatility. IPC/ICTSD/OMC-IR Seminar Barcelona, 26th May 2010, p.7

http://www.agritrade.org/events/documents/Singh_000.pdf

The Center for Global Prosperity, The Index of Global Philanthropy, 2008, 80

p. <http://www.hudson.org/files/documents/2008%20Index%20-%20Low%20Res.pdf>

Water Resources Group, Charting our Water Future, Economic Frameworks to Inform Decision-Makers, 2003

http://www.mckinsey.com/App_Media/Reports/Water/Charting_Our_Water_Future_Exec%20Summary_001.pdf

International land Coalition Issue. Growing insecurity: land and vulnerable people towards an action agenda to strengthen poor people's access to land. Paper for the Commission on Sustainable Development Session 16, New York 5-16 May 2008,

http://www.landcoalition.org/pdf/08_08_Land_and_vulnerable_people_final.pdf

Sites Web (Anglais et Français)
En italique les documents disponibles en français

Commission européenne

European Commission-Directorate General Agriculture
http://ec.europa.eu/agriculture/index_en.htm

Commission Européenne -Direction Générale Agriculture et Développement Rural
http://ec.europa.eu/agriculture/index_fr.htm

European Commission-EuropeAid Development and Cooperation
http://ec.europa.eu/europeaid/index_en.htm

Commission Européenne-Développement et Coopération EuropeAid
http://ec.europa.eu/europeaid/index_fr.htm

European Commission-Directorate General External Relations
http://ec.europa.eu/external_relations/index.htm

Commission Européenne-Direction Général Relations Extérieures
http://ec.europa.eu/external_relations/index_fr.htm

ECHO - European Commission-Humanitarian Aid
http://ec.europa.eu/echo/index_en.htm

Commission Européenne-Direction Général Aide Humanitaire et Protection Civile
http://ec.europa.eu/echo/index_fr.htm

Food Facility
http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/food-facility_en.htm

Facilité alimentaire
http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/food-facility_fr.htm

The European Consensus on Development, 2005
http://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/european-consensus/index_en.htm

Le consensus européen pour le développement, 2005
http://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/european-consensus/index_fr.htm

Organisations internationales, ACP et bilatérales

Africa development Bank
<http://www.afdb.org/en/>

Banque Africaine de Développement
<http://www.afdb.org/fr/>

AEO - African Economic Outlook
<http://www.africaneconomicoutlook.org/en/>

PEA - Perspectives Économiques en Afrique
<http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>

AICD-Africa Infrastructure Country Diagnostic
<http://www.infrastructureafrica.org/aicd/>

DFID -Department for International Development
<http://www.dfid.gov.uk/>

Food security information for action
<http://www.foodsec.org>

SPFS-Special Programme for Food security
<http://www.fao.org/spfs/spfs-home/en>

GDPRD -Global Donor Platform for Rural Development
<http://www.donorplatform.org>

GMFS - Global Monitoring for Food Security
<http://www.gmfs.info>

GIZ -Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
<http://www.giz.de/en/home.html>

IFAD- International Fund for Agricultural Development
<http://www.ifad.org/>

IMF-International Monetary Fund
<http://www.imf.org/external/index.htm>

FMI-Fonds Monétaire International
<http://www.imf.org/external/french/index.htm>

OECD - Organisation for Economic Co-operation and Development
http://www.oecd.org/home/0,2987,en_2649_201185_1_1_1_1_1,00.html

Organisation de coopération et de développement économiques
http://www.oecd.org/home/0,3305,fr_2649_201185_1_1_1_1_1,00.html

DCD-DAC- Development Co-operation Directorate
http://www.oecd.org/department/0,2688,en_2649_33721_1_1_1_1_1,00.html

DCD- CA- Direction de la coopération pour le développement
http://www.oecd.org/department/0,3355,fr_2649_33721_1_1_1_1_1,00.html

OECD Tax database
http://www.oecd.org/document/60/0,3343,en_2649_34533_1942460_1_1_1_37427,00&&en-USS_01DBC.html

NEPAD-New Partnership for Africa's Development
<http://www.nepad.org/>

NEPAD- Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
<http://www.nepad.org/home/lang/fr>

PCHPA - Partnership to cut hunger and poverty in Africa
<http://www.partnership-africa.org/>

RLC - Rural finance Learning Centre
<http://www.ruralfinance.org/>

UKFG - UK Food Group
<http://www.ukfg.org.uk/>

Organisations des Nations Unies

United Nations
<http://www.un.org/en>

Nations Unies
<http://www.un.org/fr/>

ECOSOC-United Nations Economic and Social Council
<http://www.un.org/en/ecosoc/>

ECOSOC-Nations Unies Conseil Économique et Social
<http://www.un.org/fr/ecosoc/>

MDG-Millennium Development Goals
<http://www.un.org/millenniumgoals/>

OMD-Objectifs du Millénaire pour le Développement
<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

UNCTAD-United Nations conference on Trade and Development
<http://www.unctad.org/Templates/StartPage.asp?intltemID=2068&lang=1>

CNUCED-Conférence des Nation Unies sur le commerce et le développement
<http://www.unctad.org/Templates/StartPage.asp?intltemID=2068&lang=2>

UN Food Security – Global Food Security Crisis
<http://un-foodsecurity.org/>

FAO-The Food and Agriculture Organization of the United Nations
<http://www.fao.org/>

FAO-Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
http://www.fao.org/index_fr.htm

UNDP-United Nations Development Programme
<http://www.undp.org/>

PNUD-Programme des Nations Unies pour le développement
<http://www.undp.org/french/>

UNEP-United Nations Environment Programme
<http://www.unep.org/>

PNUE-Programme des Nations Unies pour le Développement
<http://www.unep.org/french/>

United Nations Special Rapporteur on the Right to Food – Olivier De Schutter.
<http://www.srfood.org/>

UNECA-Economic Commission for Africa
<http://www.uneca.org/>

CEA- *Commission Economique pour l'Afrique*
http://www.uneca.org/fr/fr_main.htm

USAID-United States Agency for International Development
<http://www.usaid.gov/>

World Bank /Agriculture and rural development
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTARD/0,,menuPK:336688~pagePK:149018~piPK:149093~theSitePK:336682,00.html>

WPF-World Food Programme
<http://www.wfp.org/>

PAM-*Programme Alimentaire Mondiale*
<http://fr.wfp.org/>

WTO-World Trade Organization
<http://www.wto.org/index.htm>

OMC-*Organisation Mondiale de Commerce*
<http://www.wto.org/indexfr.htm>

YARA
<http://www.yara.com/>

ONG et Réseaux

ACTION AID
<http://www.actionaid.org/>

AGRA-Alliance for a Green Revolution in Africa
<http://www.agra-alliance.org/>

AGRA-*Alliance pour une révolution verte en Afrique*
<http://www.agra-alliance.org/section/fr>

CONCORD
<http://www.concordeurope.org/Page.php?ID=4&language=eng>
<http://www.concordeurope.org/Page.php?ID=4&language=fr>

CSA – Collectif Stratégies Alimentaires
<http://www.csa-be.org>

EURODAD
<http://www.eurodad.org>
<http://www.eurodad.org/index.aspx?&LangType=103635>

FIAN-Food first Information and Action Network
http://www.fian.org/?set_language=en

OXFAM

<http://www.oxfam.org>

<http://www.oxfamsol.be/fr>

SOS Faim-Belgique

<http://www.sosfaim.be>

http://www.sosfaim.be/ong-developpement-EN-sosfaim_en-about_us.htm

UK Food Group

<http://www.ukfg.org.uk>

Organisations de Recherche

Africa and Europe : Partnerships in Food and Farming

<http://www3.imperial.ac.uk/africanagriculturaldevelopment>

CGIAR-Consultative Group on International Agriculture Reserach

<http://www.cgiar.org>

CGIAR-Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale

<http://www.cgiar.org/languages/lang-french.htm>

FARA-Forum for agriculture research in Africa

<http://www.fara-africa.org/>

FARA-Forum pour la recherche agricole en Afrique

<http://fr.fara-africa.org>

IIAASTD-International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development

<http://www.agassessment.org>

IFPRI-International Food Policy Research Institute

<http://www.ifpri.org/34>

IFPRI-Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

<http://www.ifpri.org/french>

MOMAGRI-Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture.

<http://www.momagri.org/UK/momagri-home.html>

<http://www.momagri.org/FR/accueil-momagri.html>

ODI-Overseas Development Institute

<http://www.odi.org.uk>

GLOSSAIRE

Accès à l'alimentation

Capacité d'un ménage à acquérir régulièrement des quantités adéquates de nourriture en alliant production, achats, troc, emprunt, assistance alimentaire ou cadeaux.

Adaptation au changement climatique

Initiatives et mesures visant à réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains face aux effets réels ou attendus du changement climatique. Cette adaptation peut être anticipative ou réactive, privée ou publique, autonome ou planifiée, etc. Il peut notamment s'agir de l'élévation des digues de cours d'eau et des côtes, la substitution de plantes sensibles par des plantes plus résistantes aux chocs de températures, etc.

Affectation des sols

L'affectation des sols concerne l'organisation, activités et intrants totaux sur un type de couverture terrestre donné (ensemble d'actions humaines). Le terme «affectation des sols» vise également les objectifs sociaux et économiques de la gestion des terres (pâturage, extraction forestière, conservation, etc.). L'évolution de l'affectation des sols concerne le changement d'utilisation ou de gestion des sols par les êtres humains, pouvant entraîner un changement de couverture terrestre. L'évolution de la couverture terrestre et de l'affectation des sols peut avoir un impact sur l'albédo de surface, l'évapotranspiration, les sources et les puits de gaz à effet de serre, ainsi que sur d'autres propriétés du système climatique. Cela peut donc engendrer une radiation forcée et/ou d'autres impacts sur le climat, au niveau local ou mondial.

Aide multilatérale

Aide apportée via les organes internationaux aux pays bénéficiaires ou en leur nom. L'aide apportée via des agences multilatérales est considérée comme multilatérale lorsque le DFID spécifie son utilisation et la destination des fonds.

Aide publique

Équivalent, pour les pays de la seconde partie de la liste du Comité d'aide au développement, de l'aide publique au développement aux pays de la première partie de la liste (pays en développement). Pour être qualifiés d'aide publique, les flux de ressources doivent avoir les mêmes caractéristiques de concession et de qualité que l'aide publique au développement.

Aide publique au développement (APD)

Flux de financement public promouvant principalement le développement économique et le bien-être des pays en développement, de caractère concessionnel avec une dotation d'au moins 25% (selon un taux de rabais fixe de 10%). Par convention, les flux d'APD comprennent les contributions des agences gouvernementales donatrices, à tous les niveaux, aux pays en développement (APD bilatérale) et aux institutions multilatérales. Les récépissés d'APD comprennent les dépenses des donateurs bilatéraux et des institutions multilatérales. Les prêts des agences de crédit à l'exportation, dans un seul but de promotion de l'exportation, sont exclus.

Appropriation

Direction effective prise par les pays partenaires pour leurs politiques et leurs stratégies de développement et coordination des actions de développement.

Déclaration de Paris

Accord international en vertu duquel plus de cent pays et organisations se sont engagés à renforcer les efforts d'harmonisation, d'alignement et de gestion de l'aide afin d'obtenir des résultats, via une série d'actions et d'indicateurs pouvant faire l'objet d'un suivi.

Aide bilatérale

L'aide bilatérale est apportée au cas par cas aux pays en développement et en transition sur la liste du Comité d'aide au développement, ainsi qu'aux institutions, généralement britanniques, agissant dans les domaines liés à ces pays.

Atténuation du changement climatique

Évolution technologique et substitution réduisant les intrants en ressources et les émissions par unité de production. Bien que plusieurs politiques sociales, économiques et technologiques permettent de réduire les émissions, l'atténuation du changement climatique nécessite la mise en œuvre de politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et le renforcement des puits

Banques régionales de développement

Banques internationales de développement desservant des régions données, telles que la Banque africaine de développement ou la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Biocarburants

Carburants liquides issus de la biomasse. Ils sont principalement utilisés pour le transport et le chauffage. Ils peuvent être produits à partir de produits agricoles et forestiers ou d'une proportion de déchets industriels et municipaux biodégradables. Le bioéthanol et le biodiesel représentent plus de 90% de l'utilisation mondiale de biocarburants. Les biocarburants sont constitués de matières premières végétales ou animales pouvant être produites spécialement à cet effet, dérivées ou encore issues de déchets d'autres industries.

Biodiesel

Produit à partir d'huiles organiques, généralement des fruits oléagineux tels que le colza, le tournesol, le soja, le ricin, l'huile de palme, la noix de coco ou le jatropha, mais également de graisses animales, de suif et d'huile de cuisson. Une deuxième génération de technologies biodiesel synthétise les carburants diesel à partir du bois et de la paille. Comme le bioéthanol, le biodiesel peut être utilisé pur dans des véhicules spécialement adaptés ou mélangé à du diesel automobile. Une troisième génération de technologies biodiesel utilisera les huiles d'algues.

Biodiversité

Contraction de «diversité biologique». Quantité et variabilité au sein des organismes vivants d'une même espèce (diversité génétique), d'espèces ou d'écosystèmes différents. La biodiversité ne constitue pas en elle-même un service rendu par un écosystème mais se trouve à la base de l'approvisionnement de services. La valeur accordée à la biodiversité en tant que telle relève d'un service culturel rendu par un écosystème, appelé «valeurs éthiques».

Bioéthanol

Liquide distillé produit par des sucres en fermentation de plantes sucrières et céréalières (sucre de canne, maïs, betterave sucrière, manioc, blé, sorgho). Une deuxième génération de bioéthanol lignocellulosique utilise une série de matériaux de lignine et de cellulose tels que les taillis à rotation courte et les graminées énergétiques. Le bioéthanol peut être utilisé pur dans des véhicules spécialement adaptés ou mélangé à de l'essence.

Biomasse

Quantité totale ou masse d'un matériau organique produit par des organismes vivants dans une zone donnée à un moment donné.

Changement climatique

Changement de l'état du climat pouvant être identifié (notamment via des tests statistiques) par une évolution de la moyenne et/ou de la variabilité de ses propriétés durant une période importante, généralement des décennies, voire plus. Le changement climatique peut être dû à des processus internes naturels ou externes forcés, ou encore à une évolution anthropogénique persistante de la composition de l'atmosphère ou de l'utilisation des terres. Notons que la convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC), définit en son article 1^{er} le changement climatique comme: «des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables».

La CCNUCC opère donc une distinction entre le changement climatique attribuable aux activités humaines altérant la composition de l'atmosphère et la variabilité du climat attribuable à des causes naturelles.

Consommation d'eau

Quantité d'eau extraite et irrémédiablement perdue après utilisation (par évaporation et production de biens). La consommation d'eau équivaut au puisage de l'eau moins le flux de retour

Coopération technique

Elle comprend (a) les dotations aux ressortissants nationaux de pays bénéficiaires de l'aide dans un but d'éducation ou de formation dans le pays ou à l'étranger ; et (b) les paiements aux consultants, aux conseillers et au personnel de ce type, ainsi qu'aux enseignants et aux administrateurs des pays bénéficiaires (y compris le coût de l'équipement nécessaire). Ce type d'aide, qui vise spécifiquement à faciliter la mise en œuvre d'un projet capital, est inclus sans aucune distinction dans les dépenses de projets et de programmes bilatéraux et non indépendamment, en tant que coopération technique, dans les statistiques ou les flux agrégés.

Désertification

Dégradation des terres dans des zones arides et sèches sous-humides due à divers facteurs, tels que la variation climatique et les activités humaines.

Développement durable

Le concept de développement durable, introduit dans la stratégie internationale pour la conservation de la nature (UICN, 1980), découle du concept de société durable et de gestion des ressources naturelles. Adopté par la CMED en 1987 et par la conférence de Rio de 1992 dans le cadre d'un processus d'évolution en vertu duquel l'exploitation des ressources, la direction des investissements, l'orientation du développement technologique et l'évolution institutionnelle doivent être harmonisées et renforcer le potentiel actuel et futur de réponse aux besoins et aux aspirations des êtres humains. Le développement durable intègre les dimensions politiques, sociales, économiques et environnementales.

Disponibilité de nourriture

Quantité de nourriture dans un pays ou une zone donnée sous toutes ses formes: production nationale, importation, réserves alimentaires et aide alimentaire.

Effet de serre

Les gaz à effet de serre absorbent efficacement les radiations infrarouges émises par la surface terrestre, par l'atmosphère elle-même à cause de ces gaz et par les nuages. Les radiations atmosphériques sont émises en tous sens, y compris vers le bas, à la surface de la Terre. Les gaz à effet de serre emprisonnent donc la chaleur dans le système de surface troposphère. Ce mécanisme est appelé «effet de serre naturel». La radiation atmosphérique est étroitement liée à la température du niveau auquel elle est émise. Dans la troposphère, la température diminue généralement avec l'altitude. En effet, les radiations infrarouges émises vers l'espace proviennent d'une altitude dont la température atteint en moyenne -19°C , alors que les radiations solaires nettes entrantes permettent à la surface terrestre de demeurer à une température beaucoup plus élevée de $+14^{\circ}\text{C}$ en moyenne. Une augmentation de la concentration des gaz à effet de serre renforce l'opacité des infrarouges de l'atmosphère et entraîne une radiation effective dans l'espace à une altitude plus élevée et une température plus basse. Cela engendre des radiations forcées, déséquilibre ne pouvant être compensé que par une augmentation de la température du système surface-troposphère. Ce mécanisme est appelé «effet de serre renforcé»

Énergie

Quantité de travail ou d'électricité fournie. L'énergie se répartit en divers types et devient utile pour les humains lorsqu'elle circule d'un endroit à l'autre ou d'un type à l'autre. L'énergie primaire (également appelée sources d'énergies) est l'énergie provenant de ressources naturelles (charbon, pétrole brut, gaz naturel, uranium) sans aucune transformation anthropogénique. Cette énergie primaire doit être convertie et transportée afin de devenir utilisable (éclairage, par exemple). L'énergie renouvelable est obtenue à partir des courants continus ou répétitifs d'énergie dans l'environnement naturel et utilise des technologies non carboniques telles que l'énergie solaire, hydraulique, éolienne, marémotrice, des vagues, géothermique, ainsi que des technologies neutres en carbone telles que la biomasse.

L'énergie grise produit une substance matérielle (métaux transformés ou de construction) en utilisant l'énergie utilisée sur le site de fabrication(ordre zéro), dans la production des matériaux utilisés sur le site de fabrication(premier ordre), etc.

Évolution/augmentation du niveau de la mer

L'augmentation du niveau de la mer peut, au niveau mondial et local, être causée par une évolution (i) de la disposition des bassins océaniques; (ii) de la masse totale d'eau et ; (iii) de la densité de l'eau. Les facteurs engendrant une augmentation du niveau de la mer en cas de réchauffement planétaire sont notamment l'augmentation de la masse totale d'eau due à la fonte des neiges et des glaces terrestres et l'évolution de la densité d'eau due à l'augmentation des températures des eaux océaniques et de la salinité. L'augmentation est relative là où l'on observe une hausse locale du niveau de l'océan par rapport à la terre, pouvant être due à une augmentation des océans et/ou de la subsidence du niveau des terres.

Évolution de l'affectation des sols

L'évolution de l'affectation des sols concerne le changement d'utilisation ou de gestion des sols par les êtres humains, pouvant entraîner un changement de couverture terrestre. L'évolution de la couverture terrestre et de l'affectation des sols peut avoir un impact sur l'albédo, l'évapotranspiration, les sources et les puits de gaz à effet de serre, ainsi que sur d'autres propriétés du système climatique. Cela peut donc engendrer une radiation forcée et/ou d'autres impacts sur le climat, au niveau local ou mondial.

Faim

Carence en macronutriments, en énergie et en protéines, ainsi qu'en micronutriments, en vitamines et en minéraux nécessaires à une vie productive, active et saine. La faim peut être un problème de court ou de long terme causé par de nombreux facteurs, avec des effets multiples, bénins ou graves. Elle peut résulter d'un apport insuffisant en nutriments ou de l'incapacité physique des individus à absorber les nutriments requis, appelée faim cachée. Deux milliards de personnes souffrent de carence en vitamines et en minéraux. La faim peut également résulter de mauvaises habitudes alimentaires et de mauvaises pratiques de puériculture.

Famine

Pénurie alimentaire étendue pouvant toucher toutes les espèces animales. En général, ce phénomène s'accompagne ou est suivi de malnutrition, de faim, d'épidémies et d'une augmentation de la mortalité dans la région.

Fonds monétaire international

Il vise à promouvoir la coopération monétaire internationale, la stabilité des échanges et des accords d'échanges adaptés; stimuler la croissance économique et un niveau d'emploi élevé; et fournir une assistance financière temporaire aux pays afin de faciliter l'ajustement des paiements.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GEIC)

Établi en 1988, son premier rapport a scientifiquement démontré le changement climatique.

Insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire résulte de la sous-alimentation de la population du fait de l'indisponibilité physique de nourriture, de l'absence d'accès social ou économique à une nourriture adaptée et/ou d'une utilisation inadéquate de la nourriture. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont celles dont la consommation alimentaire est inférieure à l'apport calorique (énergétique) minimal, ainsi que celles présentant des symptômes physiques de déficiences énergétiques et nutritionnelles dues à un régime alimentaire inadéquat ou déséquilibré ou encore à l'incapacité du corps à utiliser la nourriture efficacement à cause d'une infection ou d'une maladie.

Mondialisation

Indépendance et interconnexion de plus en plus fortes du monde moderne via l'augmentation des flux de biens, de services, de capital, de population et d'information. Le processus est stimulé par les avancées technologiques et la réduction des coûts des transactions intégrées, permettant la dissémination des technologies et des idées, le renforcement du commerce dans la production mondiale et l'augmentation de la mobilité des capitaux.

Rareté de l'eau

Demande en eau excédant la quantité disponible durant une période donnée ou à cause d'une qualité médiocre restreignant son utilisation. Cette rareté peut être absolue, notamment dans des environnements à faibles précipitations et à évapotranspiration forte.

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Série de huit objectifs internationaux de développement pour 2015, adoptés par la communauté internationale lors de la déclaration du Millénaire des Nations unies de septembre 2000 et intégrés par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE.

Organisations de la société civile

Organisations, associations et réseaux civils occupant «l'espace social» entre la famille et l'État, se rassemblant pour défendre leurs intérêts communs via l'action collective. Elles comprennent les groupes bénévoles et caritatifs, les associations de parents et d'enseignants, les groupes de seniors, les clubs sportifs, les groupes culturels, les groupes religieux, les clubs de travailleurs, les syndicats, les groupes de réflexion sans but lucratif et les groupes d'action politique thématique.

Organisations non gouvernementales

Organes privés sans but lucratif actifs dans le développement. Au Royaume-Uni, les organisations non gouvernementales doivent être immatriculées pour bénéficier d'un soutien officiel.

Pays les moins développés (PMD)

Pays soumis à des entraves particulièrement sévères au développement de long terme. La liste des pays les moins développés est à présent établie selon deux principaux critères: la diversité économique et la qualité de vie.

Pays à faibles revenus

Pays du groupe à faibles revenus selon les groupes de revenus.

Pays à revenus moyens

Pays du groupe de revenus moyens inférieurs et moyens supérieurs (voir groupes de revenus).

Population urbaine

Population réelle vivant dans des zones qualifiées d'urbaines selon des critères propres à chaque région ou pays. Les données sont fixées au 1^{er} juillet de l'année concernée et sont calculées en milliers.

Prix

Somme d'argent nécessaire à l'échange d'un bien ou d'un service. Les prix sont une source importante d'information sur le marché et influencent les décisions de ses acteurs.

Il existe différents types de prix:

Prix à la production: prix qu'un agriculteur reçoit pour un produit sur l'exploitation agricole, à l'exclusion des coûts de transport ou d'autres services de commercialisation.

Prix de gros: prix d'un bien acheté à un vendeur en gros. Ces vendeurs achètent de grandes quantités de biens et les revendent aux détaillants. Les prix de gros sont supérieurs aux prix à la production car ils sont majorés de la marge de commercialisation.

Prix au détail: prix d'un bien acheté à un détaillant par un consommateur. Les prix au détail sont supérieurs aux prix de gros car ils sont majorés de la marge de commercialisation.

Prix paritaire à l'importation: prix payé pour un bien importé à la frontière, n'incluant pas les coûts de transaction au sein du pays importateur.

Prix paritaire à l'exportation: prix payé pour un bien exporté à la frontière, incluant les coûts de transaction.

Coûts générés pas le pays exportateur.

Pouvoir d'achat

Quantités de biens et de services pouvant être achetées pour une somme d'argent donnée. Il dépend des revenus et des prix.

Produit

Bien tangible ayant de la valeur et pouvant être échangé.

Pourcentage urbain

Pourcentage de la population totale vivant dans des zones dites «urbaines» d'un pays donné. Les pays définissent le qualificatif urbain de diverses manières, des centres de populations de 100 logements ou plus à la seule population vivant dans les capitales nationales et provinciales.

Pourcentage rural

Pourcentage de la population rurale par rapport à la population totale.

Rareté de l'eau

Demande en eau excédant la quantité disponible durant une période donnée ou à cause d'une qualité médiocre restreignant son utilisation. Cette rareté peut être absolue, notamment dans des environnements à faibles précipitations et à évapotranspiration forte.

Ressources naturelles

Ensemble des «dons de la nature»— air, terres, eau, forêts, vie sauvage, couches arables, minéraux — utilisés par les populations pour la production ou la consommation directe. Elles peuvent être renouvelables ou pas. Les ressources naturelles comprennent le capital naturel, ainsi que les dons de la nature ne pouvant être ni stockés (tels que la lumière du soleil) ni utilisés pour la production (tels que les paysages).

Sécurité alimentaire

Situation où l'ensemble de la population ne souffre plus de la faim à aucun moment. Elle doit regrouper quatre aspects: (1) la disponibilité; (2) l'accès; (3) l'utilisation; et (4) la stabilité.

Sous-nutrition

Manifestation physique de faim résultant d'un apport insuffisant de macro- et de micronutriments ou maladie caractérisée par un dépérissement, une atrophie ou d'autres signes cliniques. Ces déficiences entravent des processus physiques tels que la croissance, la grossesse, l'allaitement, le travail physique, les fonctions cognitives, la résistance aux maladies et la guérison. La sous-nutrition peut être mesurée comme le rapport poids/âge (poids insuffisant), taille/âge (atrophie) et taille/poids (dépérissement).

Sous-alimentation

Condition des individus dont la consommation énergétique alimentaire est constamment inférieure au minimum requis afin de mener une vie productive, active et saine. Elle est mesurée en utilisant un indicateur intermédiaire d'évaluation de la suffisance de nourriture dans un pays donné afin de répondre aux besoins énergétiques de la population, mais pas ses apports en protéines, en vitamines et en minéraux. À la différence de la sous-nutrition, la sous-alimentation n'est pas évaluée comme un résultat réel.

Stratégies de réduction de la pauvreté

Les stratégies de réduction de la pauvreté sont préparées par les gouvernements des pays en développement en collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que les partenaires de la société civile et de développement. Ces documents décrivent les politiques et les programmes macroéconomiques, structurels et sociaux du pays afin de promouvoir la croissance et de réduire la pauvreté, ainsi que les besoins de financement extérieur associés et les principales sources de financement.

Stress hydrique

Un pays est en situation de stress hydrique si l'approvisionnement en eau douce constitue une contrainte majeure de développement par rapport au puisage de l'eau. Dans les évaluations mondiales, les bassins en situation de stress hydrique sont souvent définis comme ayant une disponibilité d'eau par tête inférieure à 1 000 m³/an (selon le ruissellement moyen à long terme). Un puisage supérieur à 20 % de l'approvisionnement en eau renouvelable est également utilisé comme indicateur de stress hydrique.

Taux de naissance et de mortalité

Nombre annuel de naissances et de décès par millier de personnes. Ces taux sont souvent qualifiés de «taux bruts» car ils ne tiennent pas compte des structures d'âge de la population. Les taux bruts de décès dans les pays plus développés, avec une proportion relativement importante de citoyens plus âgés à mortalité importante, sont souvent plus élevés que ceux des pays moins développés dont l'espérance de vie est plus basse.

ACRONYMES

AFD	Agence française de développement
ADP	Assistance publique pour le développement
AID	Association international de développement
BAD	Banque Africaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAD	Comité d'aide au développement (OECD)
CAADP	Programme détaillé de développement de l'Agriculture Africaine
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DFID	Département britannique pour le développement international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARA	Forum pour la recherche agricole en Afrique
IDE	Investissement direct étranger
IPC	Indice des prix à la consommation
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCS	Organisations de la société civile
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAC	Politique agricole commune
PAM	Programme alimentaire mondiale
PDD	Programme de Doha pour le développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPI	Programme public d'investissements
R&D	Recherche et développement
SLP	Stratégie de lutte contre la pauvreté
SMA	Sommet mondial de l'alimentation
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO sur l'alimentation et l'agriculture
SPS	Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis